

BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique

MADAGASCAR 2016

Française/English



AFRICAN
MEDIA
BAROMETER



PROMOTING FREE EXPRESSION IN SOUTHERN AFRICA

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG



BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique



MADAGASCAR 2016

Version Française

Publié par/ Published by:

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
fesmedia Africa
Windhoek, Namibia
Tel: +264 (0)61 417500
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia-africa.org
Director: Sara Brombart

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

ISBN

No. 978-99945-77-40-8

Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sauf autorisation écrite de FES.

The sale or commercial use of all media published by the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) is prohibited without the written consent of the FES.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce volume ne reflètent pas nécessairement les opinions de Friedrich-Ebert-Stiftung ou Fesmedia Afrique. Fesmedia Afrique ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or fesmedia Africa. fesmedia Africa does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ 05

SECTEUR 1 09

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

SECTEUR 2 21

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.

SECTEUR 3 33

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante; le diffuseur public est transformé en véritable service public.

SECTEUR 4 41

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

LA VOIE À SUIVRE 52

ENGLISH 55

English Version
African Media Barometer Madagascar 2016

Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (BMA) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatiques sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, le BMA est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (*Media Institute for Southern Africa, MISA*), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (*fesmedia Africa*) a créé le Baromètre des Médias Africains (BMA) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (BMA) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout en servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de l'Union Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports BMA sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (*Media Institute for Southern Africa, MISA*).

Méthodologie et système de notation

Tous les trois à quatre ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant 1 jour ½, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 39 indicateurs prédéterminés.

La réunion est présidée par un modérateur indépendant et expérimenté concernant la méthodologie du BMA qui veille à s'assurer que les résultats sont d'une qualité standardisée. Les résultats de la discussion sont résumés par un rapporteur et communiqués au public une fois que les panélistes les auront validés.

Après le débat sur un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur

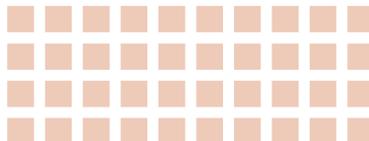


2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur

3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur

4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur

5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



La somme des notes individuelles pour un indicateur est divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports trisannuels ou quadriennaux mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich Ebert stiftung et ses bureaux ont seulement conviés le panel et servent de garants d'une méthodologie standardisée.

Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les points de vue de la Friedrich-Ebert-Stiftung. En 2009 et encore en 2014 les indicateurs ont été retouchés, renouvelés: on a ajouté de nouveaux indicateurs et quelques uns ont été remplacés.¹

D'ici fin 2016, le BMA aura eu lieu dans 31 pays africains, dont pour la cinquième fois pour certains d'entre eux.

Zoe Titus
Directeur Regional
Institut des Médias
d'Afrique du Sud
Windhoek, Namibie

Sara - Nathalie Brombart
Directrice du projet
fesmedia Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek, Namibie

¹ Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédents n'est plus possible.



31 pays du BMA (2005-2016)

Baromètre des médias en Afrique MADAGASCAR 2016

Résumé

Le panel du Baromètre des Médias 2016, composé de journalistes, d'experts en médias, de juristes, de sociologues, d'acteurs économiques et syndicalistes, et de représentants d'organisations de la société civile, ont fait un tour d'horizon de la situation de la presse, de l'industrie des médias et de la liberté d'expression à Madagascar. Un paysage médiatique qui a connu un certain dynamisme, entre 2012 et 2016, mais reste sujette à des dérives, des manipulations diverses et de bien mauvaises conditions de travail.

Ces derniers mois, de nombreux nouveaux titres sont sortis des imprimeries et de nouvelles chaînes de télévision et de radio ont été créées : signes que les médias restent actifs malgré un climat politique morose depuis 2012. Une avancée palpable mais des difficultés perdurent, notamment pour établir une industrie et une chaîne de métiers de la presse fortes et économiquement productives, tant pour le secteur comme pour les employés eux-mêmes. Les débats mettent en exergue les rudes conditions de travail mais aussi les dysfonctionnements organisationnels, juridiques et techniques dans les médias de Madagascar.

Une industrie dysfonctionnelle

À l'instar du constat des derniers baromètres des médias de Madagascar, le panel de 2016 confirme les pénibles conditions de travail des journalistes et la fragile, voire l'absente couverture sociale dont ils bénéficient. Ces conditions se sont détériorées, en particulier chez les journalistes des chaînes publiques et chez les reporters des stations de radios privées. Cela a un impact significatif sur la qualité de vie et de travail des journalistes, que les débats au sein du panel n'ont pas manqué d'aborder.

Les panelistes ont aussi pointé du doigt des dysfonctionnements dans l'organisation-même de la presse malgache. Par exemple, l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM), organe censé défendre les intérêts des journalistes, bien que présent, semble opérer d'une manière ponctuelle sans entrer dans les débats de fonds : le salaire, la protection sociale, l'indépendance des rédactions, les pressions économiques et politiques qui sévissent sur les métiers de la presse. Les associations quant à elles, ont un faible rayonnement et la portée de leur implication afin de changer positivement les conditions de travail de la presse est moindre.

Un organe de régulation inefficace

Par ailleurs, la législation malgache prévoit la création d'un organe de régulation qu'est le Haut Conseil de l'Audiovisuel (HCA). Cette entité n'a cependant jamais été mise en place et est remplacée par la Commission Spéciale à la Communication

Audiovisuelle (CSCA). L'indépendance d'une telle commission est cependant remise en question, comme le montrent les débats au sein du panel.

Les participants soulignent aussi l'insuffisance de formations dédiées aux professionnels des médias. Malgré les instituts privés fraîchement créés, les étudiants formés au sein de ces entités ne semblent pas répondre entièrement aux attentes d'un journalisme professionnel, car souvent le bagage de connaissances générales, nécessaire à l'exercice de ce métier n'est pas soutenu au cours de la formation académique.

Enfin, le secteur des médias malgaches souffre de lacunes techniques, en particulier chez les stations de radios privées et les médias publics. Pour ces derniers, l'incendie des locaux de la Radio Télévision Malagasy (RTM) durant la crise de 2009 a sévèrement mis à mal la station. Le bâtiment, réputé pour son modernisme et pour la qualité des équipements, est aujourd'hui pratiquement délabré. Le personnel manque cruellement de matériels de travail, ...ce qui donne une basse qualité d'émission. Autant de dysfonctionnements qui rendent l'organisation des métiers de la presse relativement inopérante.

Des efforts à soutenir

Mais des efforts ont été déployés, pour soutenir le paysage médiatique. Le panel constate par exemple les bienfaits des radios communautaires dans la dissémination de contenu local, qui permet de désenclaver, du moins par la voie de l'information, ces localités éloignées. Par ailleurs, la diversité est bien présente dans la grille de programmation, grâce au contenu local et régional relayé dans les médias. Hommes et femmes sont représentés tant dans le métier que dans le contenu, bien que cette représentation n'est pas forcément égalitaire. Quoi qu'il en soit, les postes à responsabilité restent ouverts aux femmes journalistes.

Une volonté de soutenir l'indépendance des journalistes autant que faire se peut est d'ailleurs reconnue, à l'exemple de la mise en place d'une charte de conduite des journalistes, bien que cette volonté ne soit pas plus fortement relayée.

Les conclusions du panel appellent à une redynamisation des métiers de la presse, notamment sur les conditions de travail, l'indépendance des rédactions et la facilitation de l'accès à la formation et à l'information. Des efforts qui permettront de faire vivre une industrie appelée à devenir économiquement productive, socialement et culturellement utile à la population malgache.

La nécessité d'établir un organe d'autorégulation des médias figure parmi les améliorations suggérées par le panel de discussion. L'autorégulation semble être le mécanisme le plus adéquat pour un fonctionnement optimal de la presse : une presse qui peut se contrôler elle-même et appliquer sa propre déontologie.

Note sur le code de la communication:

Les débats du baromètre des médias malgaches se sont déroulés du 15 au 17 avril 2016, soit deux mois avant que le Sénat et l'Assemblée nationale ne valident le code de la communication. Le code n'a pas encore été promulgué par le Président de la République (jusqu'à l'impression de cette brochure). C'est un code à controverse qui a suscité des débats houleux tant dans le milieu de la presse, des médias que de la société civile et politique, à cause de plusieurs aspects jugés extrêmement liberticides.

L'application des dispositions de ce code de la communication pose des limites sérieuses dans l'exercice-même de la démocratie. Les conséquences de cette loi sur la libre circulation de l'information, y compris le libre accès à celle-ci et le droit des citoyens d'être pleinement informés sont importantes et les sanctions appliquées sont extrêmement lourdes.

Par ailleurs, le contenu du code de la communication a été maintes fois revisité, dénaturant certaines dispositions au profit de l'émergence d'une presse de complaisance et du musellement de toutes voix d'opposition, y compris celles des citoyens lambda.

Bien que le code de la communication n'a pas été spécialement porté dans les débats du panel, ce dernier n'a pas manqué de souligner les manipulations dont la presse malgache est victime au cours des dernières années.





SECTEUR 1:

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.



La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la constitution et protégée par d'autres lois.

La constitution de la République de Madagascar, rédigée en 1960 et révisée en novembre 2010, garantit la liberté d'expression en son article 10. En effet, celui-ci indique que: «Les libertés d'opinion et d'expression, de communication, de presse, d'association, de réunion, de circulation, de conscience et de religion sont garanties à tous et ne peuvent être limitées que par le respect des libertés et droits d'autrui et par l'impératif de sauvegarde de l'ordre public, de la dignité nationale et de la sécurité de l'État».

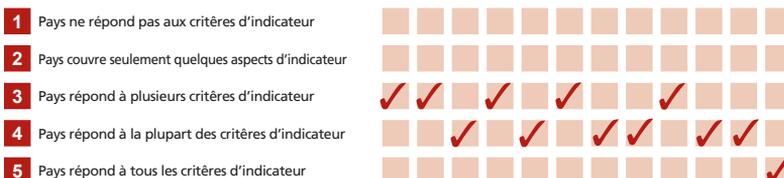
La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ratifiée par Madagascar renforce ce droit à la liberté d'expression puisque son article 9 stipule que toute personne «a le droit à l'information» et «d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements».

Deux autres lois malgaches protègent la liberté d'expression; la loi N 90-031 du 21 décembre 1990 sur la communication et l'Ordonnance 92-039 du 14 septembre 1992 sur la communication audiovisuelle. En revanche, la récente loi 2014-006 sur la lutte contre la cybercriminalité est perçue comme une entrave à la liberté d'expression.

Un Code de communication est actuellement en projet et devrait voir ses premières ébauches en mai 2016.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.7 (2012 = 4.6; 2010 = 4.0; 2008 = 3.5; 2006 = 3.0)

1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

Le pluralisme des médias malgaches assure une certaine effectivité de l'exercice des droits des citoyens et des journalistes à s'exprimer. Cependant, pour les journalistes, cette latitude dépend beaucoup des patrons de presse qui gardent un certain droit de regard sur les sujets traités et le contexte du moment. C'est ainsi par exemple que certaines radios ont suspendu leurs émissions interactives en 2013, émissions dans lesquelles les citoyens pouvaient participer en direct et commenter les sujets chauds de l'actualité.

Par ailleurs, le comportement de l'Administration complique le travail d'information. L'exemple de la démission du Premier Ministre Jean Ravelonarivo annoncée le 8 avril 2016 par la Présidence de la République, en est un cas palpable. L'information a été naturellement relayée par les médias, alors que le Premier Ministre lui-même désavoue cette démission. Quelques jours plus tard, il se rétracte et confirme son départ. Ce cafouillage médiatique entre la Présidence de la République et le Premier Ministre du gouvernement aura laissé la presse sans aucune marge de manœuvre pour recouper les informations et les relayer auprès du public. Aucune déclaration publique n'a été faite, jusqu'à l'annonce de la composition du nouveau gouvernement le 15 avril 2016 sur la TVM¹.

Aussi, dans l'affaire Air Madagascar, malgré la protection de la Constitution qui doit théoriquement prévaloir sur le règlement intérieur d'une compagnie, les révélations des syndicats à la presse ont été censurées.

Dans les médias privés, la ligne éditoriale détermine le cadre de l'exercice de liberté d'expression. Dans l'affaire *Panama Papers*, le journal L'Express de Madagascar a délibérément décidé de ne pas publier la liste des noms des Malgaches qui figurent

1 Télévision malgache appartenant au service public.

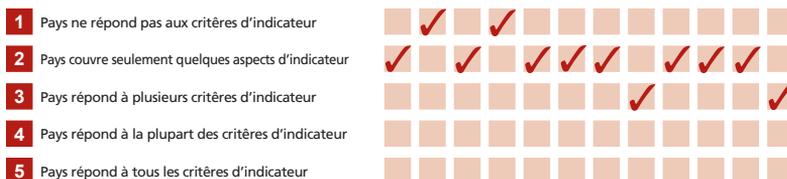
sur ladite liste considérant que les preuves en sa possession ne lui permettaient pas de présumer de leur implication dans une éventuelle évasion fiscale. Une décision qui a également été dictée par le fait que les personnalités citées dans *Panama Papers* ne font l'objet d'aucune poursuite judiciaire.

Comme le rappelle la société civile, l'exercice de la liberté d'expression n'est pas uniquement limité par les pouvoirs politiques ; peuvent s'y ajouter certains lobbys influents. On peut citer le pouvoir de censure de certaines « mafias médicales » qui sont intervenues lors des campagnes de vaccination. En effet, plusieurs vagues successives de vaccins ont suscité l'incompréhension des parents et de la société civile, notamment quant aux dangers de la survaccination des enfants et des nourrissons. Malheureusement, ces craintes émises par les parents n'ont pas été relayées à leurs justes titres dans la presse, laissant les questions sans réponses tandis que les campagnes de vaccination se poursuivaient.

Sur le plan des libertés des citoyens, les réseaux sociaux facilitent la liberté d'expression. Malheureusement, l'accès à Internet est encore restreint à une petite catégorie de la population.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.0 (2012 = 2.8, 2010 = 2.5, 2008 = 2.3, 2006 = 2.4)

1.3 Il n'y a pas de lois ou partie de lois, limitant la liberté d'expression telles que des lois excessives sur les secrets d'État et les délits de presse, ou des lois/ des exigences juridiques qui empêchent l'entrée dans la profession de journaliste, ou des lois qui empiètent de manière déraisonnable sur les fonctions des médias.

De l'avis général du panel, chaque loi sur la liberté d'expression est limitée par des: c'est une liberté «dans les limites». Ces lois protègent la liberté d'expression mais

Le pointage:

Notes individuelles:



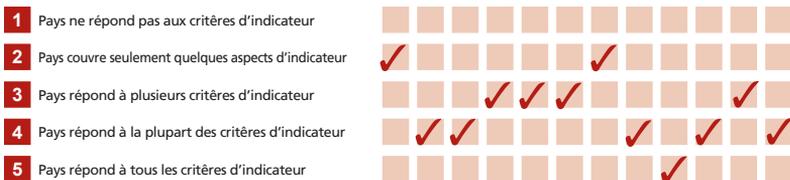
Moyenne de l'indicateur: 4.6 (2012 = 2.1, 2010 = 5.0, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

1.6 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et / ou par les tribunaux.

En principe, la confidentialité des sources est couverte par la loi mais dans la pratique les tribunaux peuvent exiger les sources si le juge considère l'affaire comme d'atteinte nationale. Les journalistes n'estiment pas que ce droit de protection des sources soit en danger, mais sont conscients que la justice peut plus ou moins les obliger à les révéler.

Le pointage:

Notes individuelles:



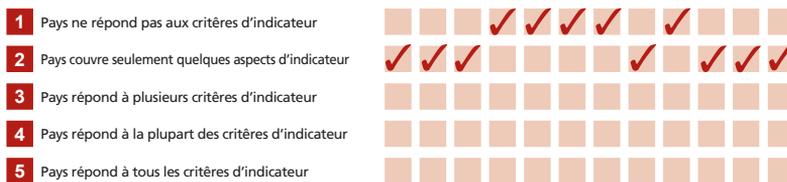
Moyenne de l'indicateur: 3.4 (2012 = 4.5, 2010 = 3.2, 2008 = 3.4, 2006 = 1.5)

1.7 L'information publique est facilement accessible et garantie par la loi à tous les citoyens.

L'article 10 de la Constitution garantit partiellement ce droit à l'information publique mais aucune loi ne le garantit pleinement. Il existe un grand décalage entre le décret et la divulgation publique. Il arrive que le gouvernement élabore un texte de loi sans en informer les citoyens, bien que cela soit garanti par la loi. De même, le projet de la loi des finances de 2015 est par exemple resté inaccessible car introuvable. Finalement, sous la pression, le document a été publié sur le site du ministère des Finances. Les sources sont souvent difficilement accessibles et parfois même restreintes aux professionnels.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.6 (2012 = 1.5, 2010= 2.3, 2008 = 1.5, 2006 = 1.6)

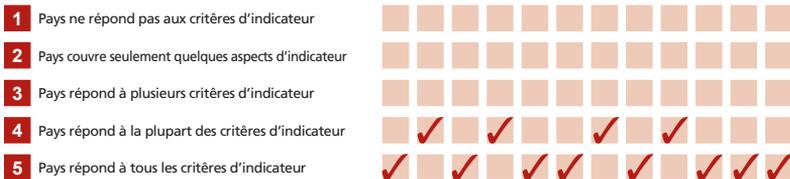
1.8 Les sites Web et les blogues et toute plateforme numérique ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Il n'existe aucune procédure d'enregistrement des sites web et blogues à ce jour. Dans le cadre des sites web, la loi malgache prend en compte le pays d'accueil du site et non la nationalité de l'auteur. Ainsi, plusieurs sites malgaches sont accueillis à l'étranger et ne tombent donc plus sous la juridiction malgache. La loi contre la cybercriminalité ne mentionne aucune information sur la procédure d'ouverture d'un site.

Le Code sur la communication en cours d'élaboration prévoit normalement de combler ce vide juridique.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

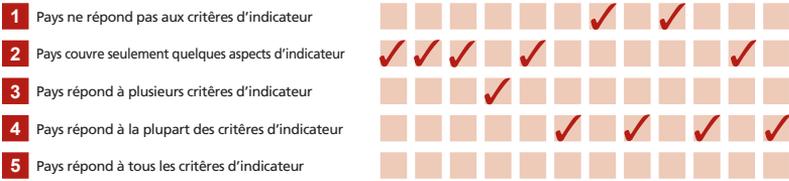
4.7 (2012 = 4.8, 2010 = 4.9, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

1.9 L'Etat ne cherche pas à bloquer ni à filtrer le contenu d'Internet sauf si la loi prévoit des restrictions qui servent d'intérêt légitime et qui sont nécessaires dans une société démocratique et appliquées par un tribunal indépendant.

L'Etat ne cherche pas à bloquer, ni filtrer le contenu d'Internet. Par contre des précautions ont été prises pour réglementer l'usage du réseau de télécommunication. L'article 34 de la loi 2014-006 sur la lutte contre la cybercriminalité stipule que: «Les opérateurs exploitant un réseau de télécommunications ouvert au public ou fournissant des services de télécommunications au public sont tenus de mettre en œuvre les dispositifs techniques destinés à interdire, à l'exception des numéros d'urgence, l'accès aux réseaux ou à leurs services de communications émises au moyen de terminaux mobiles, identifiés et qui leur ont été déclarés volés. Ces terminaux doivent être bloqués à compter de la réception par l'opérateur concerné de la déclaration officielle de vol, transmise par l'abonné».

Chaque citoyen détenteur d'une carte SIM est tenu de l'enregistrer auprès de l'opérateur de téléphonie en fournissant une pièce d'identité à l'acquisition de la carte.

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

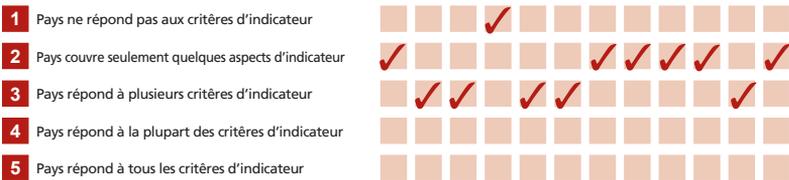
2.6 (2012 = 4.5, 2010 = 4.6, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

1.10 La société civile en général et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

L'Ordre des journalistes essaie de défendre la liberté des médias mais n'est pas toujours très efficace. Quant à la société civile, bien qu'en accord avec l'importance d'une liberté de la presse, elle ne s'engage pas activement dans la défense des droits des médias. Elle se méfie même des médias avec lesquels elle entretient souvent une relation de suspicion. Le panel a pris l'exemple, de la FIVMPAMA⁵ qui a demandé aux médias de leur accorder 24 heures de réflexion pour préparer leur déclaration aux journalistes: ce délai a été immédiatement qualifié par les médias de 'suspicieux'.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

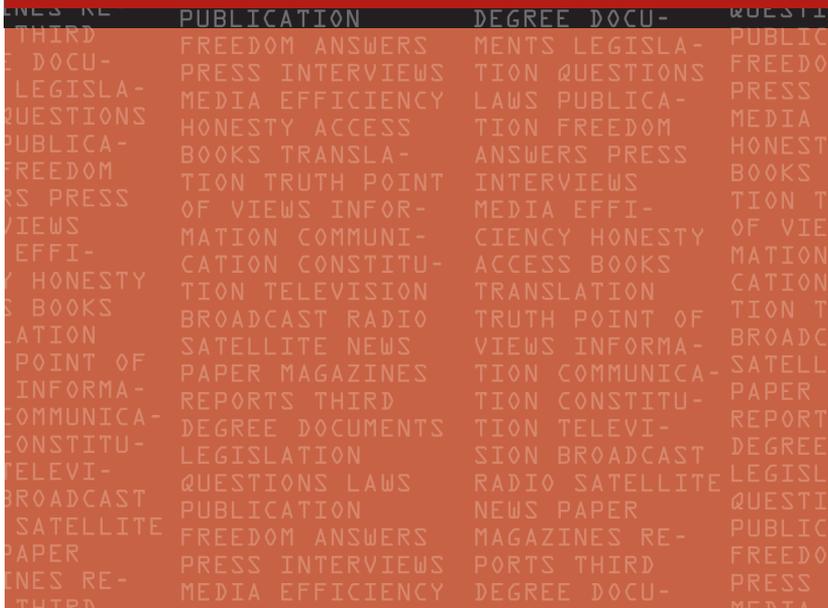
2.3 (2012 = 4.4, 2010 = 2.4, 2008 = 2.0, 2006 = 1.8)

⁵ Association d'entrepreneurs malgaches



SECTEUR 2:

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.



Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.

2.1 Une large gamme de sources d'information (écrites, audiovisuelles, internet, téléphones portables) est disponible et abordable pour les citoyens.

Une large gamme de presse écrite est disponible à Madagascar et plusieurs nouveaux titres ont vu le jour en 2015-2016, à l'exemple de La Dépêche, Mon journal ou encore Le Citoyen. La question du coût reste un problème pour la population car un journal coûte en moyenne le prix d'une baguette (environ Ariary 500 = 0,20 USD). La distribution de l'information est un deuxième facteur d'inégalité ; toutes les sources d'informations sont disponibles à Antananarivo, mais les grandes villes régionales reçoivent un choix limité. Par contre, les villages de campagne n'accèdent pas ou très peu à l'information médiatique. Il faut au moins un jour pour obtenir la presse dans les régions.

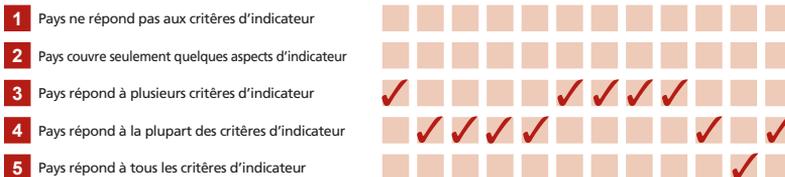
Le taux d'analphabétisme (46%) est aussi un facteur essentiel qui limite l'accès à l'information à Madagascar. Par conséquent, les radios assurent une fonction de relais essentiel auprès de la population. Malheureusement, leur qualité reste toutefois relative car les émissions manquent souvent de contenu et de diversité.

Le GEPIM⁶ travaille sur un projet d'application pour téléphones mobiles qui permettra de recevoir les brèves, mais ce ne sera pas gratuit. A Madagascar, comme l'accès à l'information n'est pas gratuit, l'information est loin d'être disponible à tous les citoyens. Quant à Internet, la connexion est sujette à de fréquentes coupures et est relativement onéreuse.

6 Groupement des éditeurs de presse indépendants de Madagascar.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.7 (2012 = 3.8, 2010 = 2.1, 2008 = 2.3, 2006 = 2.8)

2.2 L'accès des citoyens aux medias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les autorités de l'Etat.

Il n'y a pas d'interdiction pour l'implantation de médias internationaux mais la procédure de détaxation en décourage plus d'un. Par contre, les médias locaux sont restreints par l'Etat puisque celui-ci interdit la diffusion de chaînes malgaches télévisées et radiophoniques privées au niveau national. La couverture nationale est donc totalement contrôlée par la loi et l'Etat.

Cependant, plusieurs stations de télévision internationales et nationales sont accessibles via les bouquets satellitaires (Parabole, Canal+), mais l'abonnement est assez cher (Canal Sat coûte Ariary 70.000 = 22,01 USD).

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.8 (2012 = 4.5, 2010 = 5.0, 2008 = 4.5, 2006 = 3.4)

2.3 L'indépendance rédactionnelle des presses écrites publiées par l'autorité publique est suffisamment protégée contre l'ingérence politique abusive.

Cet indicateur est non-applicable: l'autorité publique ne produit pas de journal dans la presse écrite.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

Moyenne de l'indicateur:

Néant

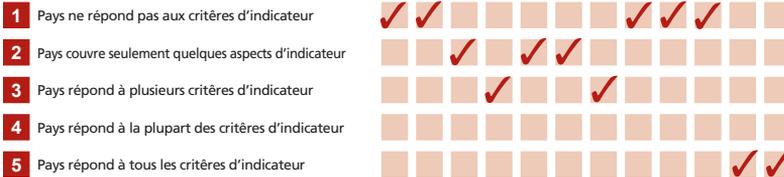
2.4 La transparence de la propriété des entreprises de presse écrite /et audiovisuelles est garantie par la loi et mise en œuvre.

La loi n'oblige en rien à divulguer les identités des propriétaires de presse écrite et audiovisuelle. Le panel a constaté que généralement, les propriétaires ne désirent pas être connus. Une enquête menée chez PROCOM⁷ a révélé que certains employés ne connaissaient pas le nom de leur patron de presse. Dans une autre enquête sur les identités des propriétaires de radios, seulement cinq personnes ont pu être identifiées sur 12 propriétaires de médias.

7 Programme d'Appui à l'Emploi et à l'Intégration Régional dans le secteur privé malgache
(*): Se référer à la Note sur le Code de la Communication, Introduction.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

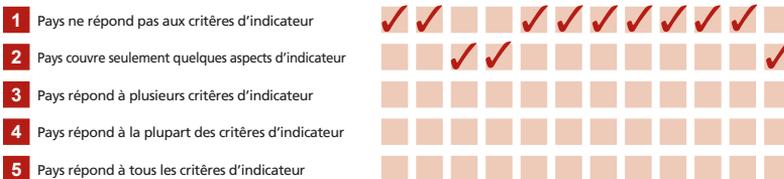
2.3 (2012 = n/a, 2010 = n/a, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

2.5 Une législation/régulation adéquate de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et les monopoles.

Il n'existe pas de législation ou régulation de la concurrence dans les médias. Le code de la communication, dans sa version antérieure à juin 2016 a soulevé la nécessité de mettre en place une telle régulation, mais cette proposition a soulevé beaucoup de réticences. La proposition d'interdiction aux chefs d'entreprise d'être propriétaires de chaînes de télévisions, de journaux, de radios etc ont été immédiatement abandonnées⁸. Validée par le Sénat et discutée au sein de l'Assemblée nationale. Le monopole dans les médias est liberticide et l'absence de régulation est dangereuse rappelle le panel; cette situation influence négativement les contenus et menace la pluralité des médias.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.3 (2012 = 1.6, 2010 = 1.5, 2008 = 1.8, 2006 = 2.0)

⁸ La proposition a rencontré la même réticence dans l'ancienne version du code de la communication, bien qu'elle a été retenue dans la version de juin 2016. Se référer à la Note sur le Code de la Communication, Introduction.

2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

Actuellement, seules deux entreprises de presse sont économiquement viables à Madagascar, la diversité est donc en danger. Le gouvernement ne fait pas spécialement d'efforts pour développer cette diversité, il y préfère 'l'alignement' des médias.

L'Etat récolte aussi des impôts sur les bénéfiques pour la presse écrite qui doivent d'ailleurs augmenter. Les prix des panneaux publicitaires atteignent des prix exorbitants qui rentrent dans les caisses de l'Etat. Par contre, certaines annonces faites par le gouvernement dans les médias restent impayées, surtout à la radio. Donc, de l'avis général, l'Etat n'offre pas de conditions favorables à une presse diversifiée et économiquement viable.

Autre facteur qui fragilise l'indépendance et la viabilité des organes de presse: les conditions de travail des professionnels des médias. On ne rétribue pas le travail du journaliste d'un salaire décent. Les journalistes offrent pourtant un service public et l'information est un droit fondamental du citoyen. La ratification de la Convention de Florence n'as pas non plus eu d'effet dans le domaine des médias alors qu'elle a bénéficié à d'autres secteurs qui ont souvent obtenu du matériel de productions audiovisuelles.

En revanche, un effort du gouvernement est senti au niveau des passations de marchés publics qui sont données d'une manière relativement équitable à plusieurs journaux.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

Moyenne de l'indicateur:

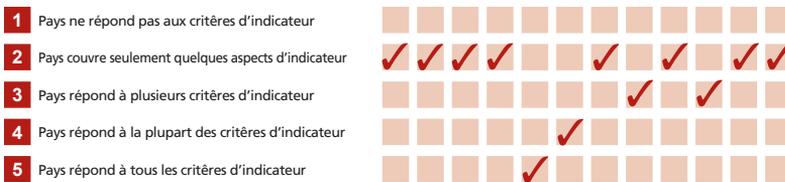
1.5 (2012 = 1.3, 2010 = 1.2, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des femmes et des hommes.

L'unité d'évaluation des médias initiée par l'INCIPALS⁹ a démontré que dans le contenu des médias, les femmes sont représentées à hauteur de 20% et les hommes, à 80%. Pourtant, il semble que ces cinq dernières années, des efforts aient été faits pour rendre les femmes plus visibles dans le secteur médiatique. On leur accorde, par exemple, beaucoup plus d'interviews. Mais elles sont peu nombreuses et assez hésitantes à se montrer publiquement.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.6 (2012 = 2.9, 2010 = 3.3, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des minorités et de la société dans sa diversité ethnique, linguistique et religieuse.

La pluralité religieuse n'est pas un problème principal dans le traitement des informations à Madagascar, dans la plupart des groupes religieux sont représentés dans la presse. Cependant, on peut admettre qu'une plus large part est accordée à la religion chrétienne dans les médias.

Certaines tranches d'âge sont moins bien représentées tels que les jeunes et les personnes âgées. Cependant, le «Vaovaomparitra», grâce à ses nouvelles régionales touchent plus de minorités jusque-là exclues du public.

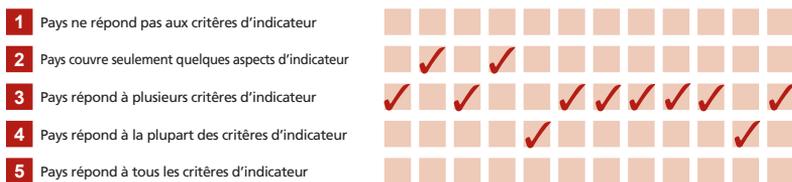
Dans la programmation de TVM, l'émission économique Topimaso est traduite en langue des signes. Si théoriquement les médias ne ferment pas la porte aux minorités, ils raisonnent aussi en termes économiques. Les sujets sur les

⁹ Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité créée le 2 juillet 2015 par un consortium d'organisations (Centre européen d'appui aux processus électoraux, Osservatorio di Pavia, Search for Common Ground et Center for Creative Leadership).

minorités sont moins vendeurs, aussi sont-ils moins présents dans le contenu de la programmation. Les sujets sociaux sont couverts par les médias s'ils sont émulés par une société civile impliquée et bruyante. Le panel constate que généralement, les médias donnent plus la parole aux élites, aux catégories sociales supérieures qui s'intéressent plus à la politique – sujet privilégié des médias malgaches.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.0 (2012 = 3.1, 2010 = 2.3, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

2.9 Les médias couvrent toutes les perspectives économiques, culturelles, politiques, sociales, locales et ils mènent des sujets d'investigation.

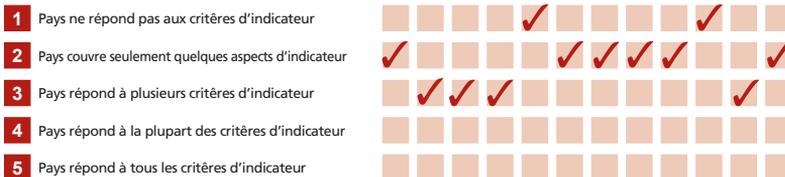
Les avis sont mitigés sur l'étendue et la répartition des perspectives culturelles, sociales, locales et économiques dans les médias. Professionnels des médias et société civile s'accordent à dire que la perspective politique domine les médias. Elle est souvent traitée de manière superficielle s'attardant sur des faits divers politiques, du "sensational".

Le média d'investigation est un genre rare à Madagascar, et ce pour diverses raisons. Tout d'abord, basé sur une recherche approfondie de sources et de preuves, il demande beaucoup de temps. Il faut au moins trois mois pour couvrir un sujet. Ce travail est ainsi très onéreux et nécessite des compétences professionnelles de haut niveau. Certaines revues spécialisées avec plus d'analyse existent mais leur coût est prohibitif.

Le courtage d'information ouvre plus de portes aux médias d'investigation. La commande d'un client (par exemple un investisseur) favorise le travail d'analyse du journaliste qui a le temps et le budget pour préparer son enquête.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.2 (2012 = 3.6, 2010 = 3.9, 2008 = 2.8, 2006 = 3.5)

2.10 Les diffuseurs privés offrent un minimum de programmes de qualité et d'intérêt public.

La qualité des programmes des médias malgaches est très discutée. Pourtant le cahier des charges prévu par le Haut Conseil de l'Audiovisuel (HCA) donne des lignes directrices assez claires; il appelle à un contenu informatif, éducatif, et des productions locales - que ce soit à la radio ou à la télévision. De l'avis général, les contenus dans les médias restent très superficiels, ce qui appauvrit leur qualité.

Dans les régions, l'intérêt public est facilité par les radios qui offrent beaucoup d'informations locales même si une bonne partie de la grille des programmes concerne souvent des dédicaces. Par contre, les présentateurs locaux, souvent sans formation ni moyens techniques, sont limités dans les sujets qu'ils peuvent traiter ou la manière dont ils les traitent. Ils sont plus animateurs que journalistes. Quant aux radios privées évangéliques, elles se limitent à passer des musiques spirituelles ainsi que des émissions dont le contenu est propre à leurs religions respectives.

Les projets financés par les bailleurs de fonds internationaux offrent plus de possibilité pour assurer une certaine qualité, mais peu de médias y ont accès. Les entrepreneurs gardent un fort intérêt vis-à-vis des médias qui sont un vecteur d'influence; ils investissent donc dans les journaux.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>																
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>																

Moyenne de l'indicateur:

2.8 (2012 = n/a, 2010= n/a, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

2.11 Le pays dispose d'une politique cohérente des TICs ou le gouvernement met en œuvre des mesures encourageantes, qui visent à répondre aux besoins d'information de tous les citoyens, y compris les communautés défavorisées.

Depuis 2012, très peu d'efforts sont faits par l'Etat pour déployer une politique cohérente des TICs. D'après le panel la distribution de tablettes semblait une mesure encourageante mais étant donné que l'Etat touche un pourcentage sur les ventes, on peut douter de ses intentions. Internet reste cher pour les citoyens et est donc restreint à une partie minoritaire de la population. Le taux de pénétration du réseau internet reste très faible à Madagascar. Selon le site Web Internet World Stats, il était de 4,6% en novembre 2015 sur environ 23,8 millions de Malgaches. Ainsi, seuls 1.100.000 Malgaches sont considérés comme des utilisateurs d'internet.

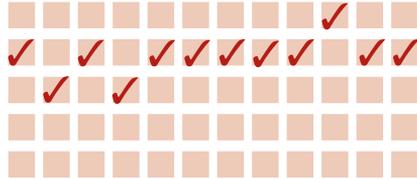
De l'avis général, la démocratisation des TICs prendra encore beaucoup de temps avant d'être effective en termes de coût et d'accès.

Pour certains, l'Etat se sent même menacé et fragilisé par la vulgarisation d'internet. Il freine, par exemple, depuis plusieurs années l'installation de la fibre optique.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.1 (2012 = 2.0, 2010 = 1.6, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

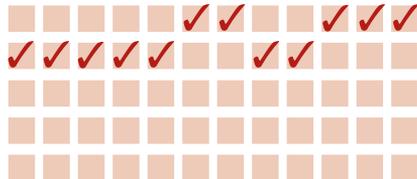
2.12 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu rédactionnel.

Le pouvoir de l'Etat est prédominant dans l'attribution des contrats publicitaires. Certains journaux n'obtiennent plus de contrat publicitaire auprès de l'Etat à la suite de désaccords avec ce dernier. Cet aspect est très handicapant pour les journaux économiquement fragiles qui dépendent de ces annonces. Le journal La Gazette de la Grande île dénonce régulièrement cette situation. Le panel concède aussi que de grands annonceurs privés comme les opérateurs de téléphonie mobile ont une certaine influence sur les contenus rédactionnels.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.6 (2012 = 2.7, 2010 = 2.8, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

2.13 Le marché de publicité est assez grand pour soutenir une diversité d'organes de presse.

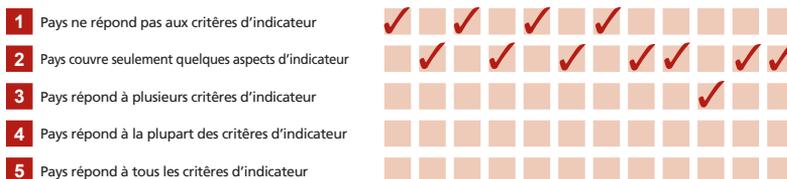
Le marché de la publicité est trop restreint pour soutenir une diversité d'organes de presse. Les journaux sont de plus en plus nombreux mais ne sont ni économiquement viables, ni indépendants. La plupart sont financés par des hommes politiques, des directeurs d'entreprise et la publicité.

Seuls les deux grands journaux malgaches suscitent l'intérêt des annonceurs qui réfléchissent en fonction du nombre de lecteurs. Contrairement à la presse en ligne, la presse écrite a un besoin vital de ces publicités pour fonctionner. A la télévision, notamment sur les chaînes privées, on s'inquiète du monopole et de l'influence des annonceurs qui obtiennent des temps d'antenne en plein milieu des journaux télévisés. La limite entre actualité et publicité devient si fine que le téléspectateur peut facilement confondre la publicité avec une information du journal.

Dans les radios, le recouvrement des annonces est un défi qui accentue la précarité de leur situation.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.8 (2012 = 3.0, 2010 = 3.4, 2008 = 2.5, 2006 = 2.1)

Note du secteur 2: 2.3



SECTEUR 3:

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante; le diffuseur public est transformé en véritable service public.



La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante; le diffuseur public est transformé en véritable service public.

3.1 La législation sur l’audiovisuel a été adoptée et appliquée, et crée un environnement favorable à l’audiovisuelle publique, privée et communautaire.

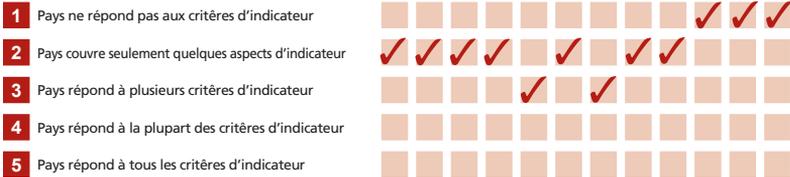
L’article 25 de l’Ordonnance 92-039 de 1992 stipule que: «La demande doit être formulée et présentée par un mandataire de l’entreprise. Elle doit indiquer l’objet et les caractéristiques générales de l’entreprise, les caractéristiques techniques de l’émission, les comptes d’exploitation prévisionnels sur cinq ans, le montant des investissements prévus. Elle doit être accompagnée des statuts, de la liste des dirigeants, de l’organigramme et de la composition du capital de la Société. Le Haut Conseil de l’Audiovisuel (HCA) doit statuer dans un délai de soixante jours à partir du dépôt de la demande. A défaut de réponse à l’expiration de ce délai, il est censé avoir donné l’autorisation. En cas de refus, la décision du HCA doit être motivée. Les autorisations sont publiées au *Journal Officiel* de la République. Une entreprise privée de communication audiovisuelle ne peut être titulaire que d’une seule autorisation dans un même domaine d’activités et pour un même secteur géographique de couverture».

La législation est donc assez précise mais l’organe censé l’appliquer (le HCA) n’a jamais été effectivement mis en place. La Commission Spéciale à la Communication Audiovisuelle (CSCA) se substitue au HCA mais elle n’est pas indépendante.

Par contre, il n’existe pas de loi spécifique pour les radios communautaires. La plupart du temps, elles sont sponsorisées par les ONG internationales, ce qui leur permet l’accès au matériel et à la détaxation.

Le pointage:

Notes individuelles:



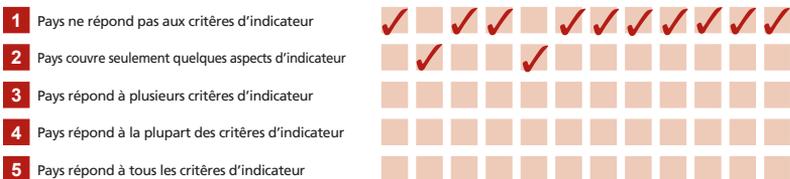
Moyenne de l'indicateur: 1.9 (2012 = 2.7, 2010 = 2.2, 2008 = 2.0, 2006 = 1.7)

3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant suffisamment protégé par la loi contre les ingérences, et dont le conseil n'est pas dominé par un parti politique particulier et dont les membres de conseil sont nommés - de façon ouverte - en concertation avec la société civile.

La CSCA exerce certaines tâches du HCA mais étant donné que ses membres sont constitués des Ministres de la Communication et des Télécommunications, son indépendance vis-à-vis du gouvernement est utopique. Cet organe est notamment en charge de donner les lettres de mise en demeure.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.2 (2012 = 1.3, 2010 = 1.0, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

3.3 L'organe qui régule les services d'audiovisuel, et les licences, le fait dans l'intérêt public et assure l'équité et la diversité des points des vues représentant la société dans son ensemble.

L'Ordonnance 92-039 explique en détails le processus d'attribution des licences de la presse écrite. Cependant, pour les radios et les chaînes de télévision, ce sont les deux ministres membres de la CSCA qui cosignent l'accord. Si le média en attente de licence est proche du régime actuel, les autorisations sont accordées rapidement, tandis que d'autres attendent encore cet aval officiel. Les fréquences doivent être attribuées par appels d'offre mais il n'y en a jamais eu. Aussi, on peut douter avec raison de l'équité dans les attributions. Par ailleurs, si la notion de "régulation" implique le respect des faits qu'ils soient pour ou contre le gouvernement, on peut douter de la neutralité de cet organe. Enfin, le panel constate que la proximité avec le pouvoir influence le traitement des informations au sein de certaines chaînes qui lui sont proches.

L'efficacité de l'organe régulateur est également très contestable. Par exemple, il laisse les publicités sur les «massages»¹⁰ proliférer dans les journaux.. Le fait d'accepter d'insérer des publicités partout et en particulier au milieu d'un journal télévisé est un autre exemple de la non-régulation des médias. Cependant, il est vrai que l'article 54 de l'Ordonnance 92-039 indique que «La publicité par voie de radio ou de télévision est libre, dans le respect des droits de la personne humaine et celui des droits des consommateurs». Seules les publicités à caractère politique sont interdites en dehors des périodes électorales.

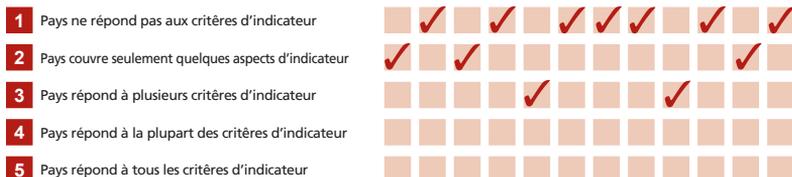
L'intervention sur la plupart des plateaux de télévision est également critiquable puisque les invités doivent presque systématiquement payer leurs apparitions. Les prix varient entre 1 million et 2 millions d'Ariary (315,48 USD et 630,96 USD). L'un des panelistes confie avoir obtenu une demande de paiement de 50.000 Ariary (17,77 USD) au motif de compenser les "frais de production" liés à son intervention dans un reportage ou sur un plateau de télévision. A cause de ce système, certaines personnes ou membres de la société civile n'ont pas accès à l'antenne ni droit de réponse dans les médias.

Le ministre chargé de la communication a dernièrement ouvert son propre programme sur TVM qu'il anime directement. Ceci n'était jamais arrivé à Madagascar et est perçu comme une totale aberration.

¹⁰ Ces publicités sont des services déguisés de prostitution connus de tous.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

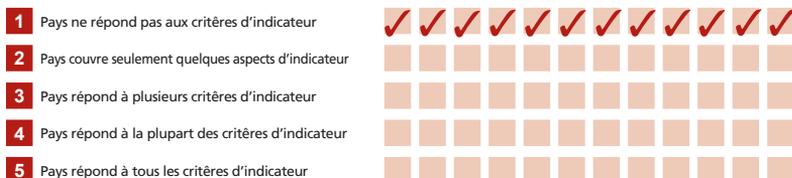
1.6 (2012 = 1.8, 2010 = 1.5, 2008 = 1.7,
2006 = 1.1)

3.4 Le diffuseur public/d'État est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil indépendant qui est représentatif de la société en général et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

L'Office de Radiotélévision Malagasy (ORTM) est considéré comme diffuseur public depuis 2012. Malheureusement, le processus de sélection de ses membres n'est pas transparent. Le nom de la dernière présidente élue a été annoncé en 2016 dans un communiqué du conseil des Ministres sans que l'on connaisse quand et par qui elle a été élue. Par ailleurs, la liste des membres de la CSCA n'a jamais été diffusée.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.0 (2012 = 1.1, 2010 = 1.0, 2008 = 1.0,
2006 = 1.1)

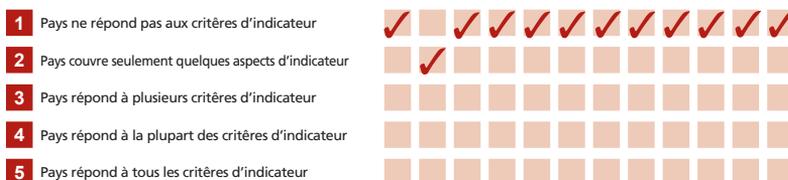
3.5 L'indépendance rédactionnelle du diffuseur public/d'État de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée pour assurer des informations et des programmes d'actualité équilibrées et équitables.

L'article 36 de l'Ordonnance 92-039 prévoit que «Le gouvernement peut à tout moment faire diffuser et transmettre par les entreprises de service public, de radiodiffusion et de télévision, toutes les déclarations ou communications qu'il juge nécessaires. Ces émissions sont annoncées comme émanant du Gouvernement et peuvent donner lieu à des analyses et commentaires».

Cette loi est ressentie comme une entrave à l'indépendance rédactionnelle. Le panel s'accorde à dire que durant la transition de 1991, les rédactions avaient plus d'indépendance. Par exemple, les employés de la TVM avaient engagé une grève lorsque certaines informations capitales avaient été muselées et avaient pu annoncer leurs revendications sur les ondes en direct. A cette époque, le temps de paroles lors des élections était bien reparti entre le pouvoir exécutif et les membres de l'opposition. Ceci n'est plus vraiment le cas aujourd'hui. Ainsi, la TVM est maintenant plutôt considérée comme un instrument du pouvoir en place.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.1 (2012 = n/a, 2010 = n/a, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

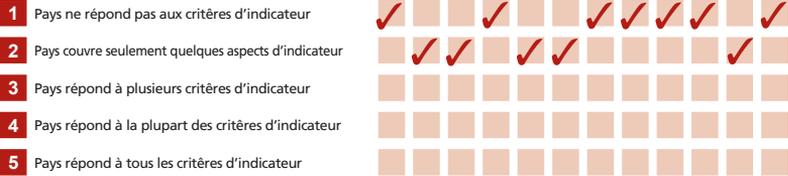
3.6 Le diffuseur public/d'État est correctement financé de manière à le protéger contre toute ingérence politique par le biais de son budget et contre toute pression commerciale.

«Correctement financé est un euphémisme!». Les travaux de maintenance sont financés par les recettes publicitaires, qui une fois collectées disparaissent dans les mains de l'Etat. Pendant la période de transition, ces recettes étaient directement versées au Trésor public et la signature du Ministre de la Communication suffisait à débloquer les fonds. Aujourd'hui, les médias publics manquent de tout: fournitures, transports (sur les quatre voitures de la TVM, deux sont hors service), équipements (quand les journalistes peuvent se l'offrir, ils acquièrent leur propre matériel tel qu'une caméra). En conséquence, certains événements ne sont plus couverts sauf si le journaliste s'y rend à pieds! De plus, le budget alloué n'est pas révélé au public ni aux professionnels du secteur.

Les producteurs indépendants choisissent de diffuser sur TVM ou ils peuvent acheter un temps d'antenne à moindre coût qu'ils renflouent grâce aux publicités. Le principe veut que ces recettes soient partagées à hauteur de 60% pour TVM et 40% pour la production privée. Cette forme d'ingérence commerciale est incontrôlable et en ascension exponentielle.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.4 (2012 = 1.5, 2010 = 1.1, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

3.7 Le diffuseur public/d'État offre diverses formules de programmation qui prennent en compte tous les intérêts, y compris le contenu local et des programmes d'intérêt public de bonne qualité.

La chaîne télévisuelle TVM a fait de gros efforts pour offrir une programmation variée qui couvre notamment la vie locale malgache. Des émissions sur les régions sont proposées en dialectes locaux par des correspondants locaux.

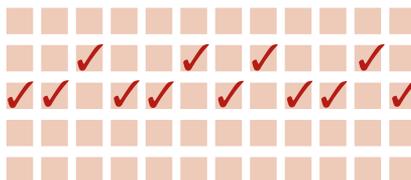
Par contre, le diffuseur public/d'Etat n'organise pas assez de débats. Seuls quelques débats épisodiques apparaissent à l'occasion de grands événements internationaux. La société civile bénéficie d'interventions gratuites à l'antenne seulement lors des journées internationales comme celle de l'autisme. En politique, ce sont toujours les mêmes députés qui interviennent sur les ondes.

Quant à la qualité, elle est toute relative. En province (ou parfois seules TVM et RNM¹¹ sont disponibles), le phénomène de décrochages affecte négativement les téléspectateurs. Il s'agit d'un système par lequel la chaîne TVM insère des programmes locaux au milieu de ses propres programmes. La disponibilité et la qualité de l'équipement pénalisent aussi la qualité des émissions. La TVM utilise toujours du matériel analogique et le format AVI, ce qui appauvrit la qualité de l'image. Le design et le style de TVM n'ont pas non plus beaucoup évolué. Même les nouvelles recrues sorties de l'école semblent "se mouler" dans ce "style TVM".

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.7 (2012 = n/a, 2010 = n/a, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

Note du secteur 3:

1.5

11 Emissions interactives.



SECTEUR 4:

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.



Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

4.1 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'équité.

Une enquête récente menée par INCIPALS sur "Le rapport sur les propos légitimes et les tensions" a recensé les typologies de crimes dans les médias. L'étude comptabilisait notamment les crimes les plus graves (comme les délits de diffamation et apologies du crime) et les crimes les moins graves (comme la prolifération de rumeurs). Les résultats ont démontré que les crimes les moins graves étaient de loin les plus nombreux. L'enquête en a conclu que des dérapages existent mais qu'ils sont plutôt mineurs.

Un Code d'éthique et de déontologie a été mis en place par l'Ordre des journalistes en 2004, mais à ce jour il n'a jamais vraiment été suivi. Il prévoit même un conseil de discipline qui n'a jamais été mis en place. En ayant développé son propre code d'éthique, le journal L'Express de Madagascar fait exception à la règle et montre des efforts palpables. Ainsi, la rédaction de L'Express de Madagascar étudie d'abord systématiquement les communiqués pour s'assurer qu'ils ne contiennent ni propos diffamants, ni propos modifiés. Comme le cas s'est déjà présenté, le journal n'hésite pas à demander à l'Etat de rectifier son communiqué s'il l'estime nécessaire. L'Express de Madagascar veille également à la vérification de ses sources et, par principe, ne publie aucun article mentionnant les noms des personnes impliquées tant qu'elles ne sont pas sous poursuites judiciaires. Le cas s'est présenté dans l'Affaire du bois de rose¹² ou plus récemment celle des *Panama Papers*. Pour minimiser l'influence des publicités, L'Express de Madagascar les publie dans un supplément séparé du journal.

La société civile prend soin d'envoyer des communiqués mais dénonce certaines interprétations des journalistes. Par exemple, régulièrement les journalistes parlent de l'autisme comme d'une maladie alors que les communiqués prennent soin d'expliquer que l'autisme est un état d'une personne. Parfois, pour éviter ces erreurs lourdes de conséquence, les membres de la société civile préfèrent acheter les pages.

Pour certains membres du panel, le code des pratiques professionnelles américaines est un modèle à suivre. Pour le panel, dans la même mesure qu'il existe un Ordre d'éthique et de déontologie effectif dans tous les autres secteurs d'expertise (comme les comptables ou les médecins), un dispositif semblable devrait être mis en place dans le métier de journaliste.

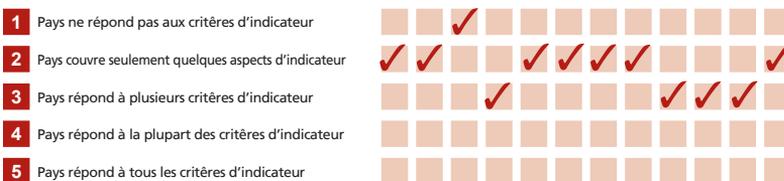
¹² Le bois de rose interdit d'exploitation à Madagascar fait l'objet de scandales réguliers impliquant de hautes personnalités qui en font un trafic clandestin.

La qualité de la formation initiale des professionnels des médias est aussi questionnée. Depuis 1995, les journalistes doivent obtenir une Licence universitaire pour intégrer l'école de journalisme. Aujourd'hui, les étudiants sont recrutés dans les écoles et centres de formation juste après l'obtention de leur baccalauréat, et le manque de background académique s'en ressent. Or, ironiquement, malgré la multiplication des centres et écoles de formation spécialisée, la qualité éthique des journalistes semble avoir régressé. Certains attribuent ce constat au chômage chez les jeunes diplômés qui s'engouffrent dans le journalisme à défaut de trouver un emploi dans leur secteur. Il est estimé que 80% des journalistes n'ont pas fait d'études en médias. Certaines rédactions accueillent ces jeunes à bras ouverts car ils représentent une population intarissable, moins payée que les salariés et temporaires (généralement sous contrats ponctuels). Pour d'autres professionnels des médias, l'éthique fait partie « du bon sens » que les études n'enseignent pas. C'est un « cheminement professionnel ». Le journaliste doit pouvoir prouver un savoir, un savoir-faire et une quête de l'excellence.

La question de l'éthique dans la profession a été abordée lors du projet du Code de la communication, et il a été proposé de créer une carte de l'Ordre des journalistes puisque la carte de presse actuelle n'est pas une garantie. Ce nouvel outil assurerait un niveau d'études minimum de compétences en journalisme. Il a également été suggéré qu'un organe au sein de l'Ordre des journalistes soit créé pour aider les gens qui se sentent attaqués ou agressés par les journalistes.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2012 = 2.8, 2010 = 2.0, 2008 = 2.5, 2006 = 2.9)

4.2 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles, qui sont appliqués par des organes indépendants/ non-législatifs qui traitent les plaintes du public.

Madagascar adhère à la Déclaration de Principes de la Liberté d'expression Afrique¹³ (DPLEA). L'Ordre des journalistes de Madagascar qui devrait être en charge de traiter ces plaintes, a prouvé son inefficacité jusqu'à ce jour. Il n'a, par exemple, jamais convoqué le Conseil de discipline.

De nombreux organismes se proposent de devenir des observatoires de la presse comme l'organisation locale Ilontsera ou d'autres organisations internationales. Les observatoires locaux semblent préférés aux institutions extérieures car ils assurent une certaine contextualisation. La société civile partage cet avis, elle exprime «un ras-le-bol des dictats internationaux».

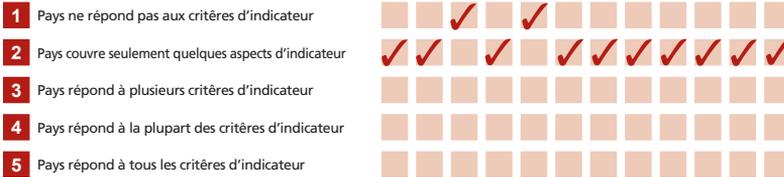
Pour la majorité, l'idéal serait un système d'autorégulation comme encouragé par la DPLEA. «Juges et partis» semble apporter plus d'avantages que d'être jugés par des éléments extérieurs qui ne connaissent parfois pas grand-chose au journalisme à Madagascar. Les résultats des enquêtes menées par l'unité monitoring des médias du programme INCIPALS confirment également cette idée.

D'autres reconnaissent que les membres de la profession ont eux-aussi du mal à changer. «Je le déplore, les habitudes sont ancrées», confie un paneliste. Cette transformation au sein des professionnels demeure un travail de longue haleine et d'éducation.

13 Chapitre IX: « 1. Un système de plaintes publiques pour la radiodiffusion-télévision doit être disponible, conformément aux principes ci-après: les plaintes doivent être examinées conformément à des règles établies et à des codes de conduit convenus par tous les partenaires ; et le système des plaintes doit être largement accessible. 2. Tout organe de régulation établi pour connaître des plaintes sur le contenu des médias, y compris les conseils de médias, doit être protégé contre toute ingérence excessive de nature politique, économique et autre. Ses pouvoirs doivent être administratifs par nature et il ne doit en aucun cas usurper le rôle des tribunaux. 3. Une autorégulation effective constitue le meilleur moyen de promouvoir des normes élevées dans le domaine des médias ».

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.8 (2012 = 2.6, 2010 = 1.8, 2008 = 2.9,
2006 = 2.3)

4.3 Les niveaux de salaires et les conditions générales de travail des journalistes et des autres professionnels des médias, y compris leur sécurité sont appropriés.

À Madagascar, le Salaire minimum d'embauche (SME) est de 144.003 Ariary (47,58 USD) par mois; Referencing footer: Décret n° 2016/232 du 7 avril 2016 fixant les salaires minima d'embauche et d'ancienneté par catégorie professionnelle - <http://www.cnaps.mg/FR/fichiers/2016-232.pdf>). Certains journalistes avec plus de 15 ans d'expérience gagnent à peine 200.000 Ariary (63 USD) ce qui est peu compte tenu de leurs responsabilités. Comme les journalistes vivent difficilement de leur métier, certains accumulent d'autres activités comme les piges pour les médias internationaux qui sont mieux payés. D'autres ont recours aux «enveloppes», en échange de leurs reportages. A la radio, les salaires sont encore plus bas, car ils tournent autour de 100.000 Ariary (31,54 USD). Cependant, ce salaire reflète malheureusement la situation économique de Madagascar; les fonctionnaires et les journalistes sont logés à la même enseigne, en ce qui concerne les salaires et les couvertures sociales. Certains journalistes ne reçoivent plus leur salaire depuis plusieurs mois. Dans ce contexte, le système des enveloppes¹⁴ pour les journalistes devient une nécessité pour survivre.

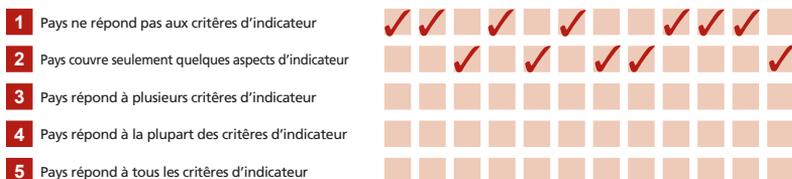
Les journalistes contractuels n'ont aucune couverture sociale. Il est arrivé que les journalistes se cotisent pour un collègue blessé au travail. Pour les fonctionnaires, la loi prévoit un système d'adhésion à la sécurité sociale qui revient à 1% à la charge de l'employé et 13% à celle de l'employeur. Malheureusement, certains organes de presse ne s'acquittent pas de leurs cotisations, ce qui pénalise les employés qui ne jouissent pas de leur droit à une couverture médicale. Dans d'autres organes de presse comme L'Express de Madagascar, les employés peuvent choisir entre les services de l'Organisation Sanitaire Tananarivienne Interentreprises (OSTIE) et ceux de l'assurance Ny Havana.

14 Enveloppes d'argent liquide remises aux journalistes et/ou rédactions.

Certains médias adoptent un système de prêt aux employés, ce qui plonge souvent les bénéficiaires dans une situation financière encore plus précaire qui résulte en une dette perpétuelle.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.4 (2012 = 2.3, 2010 = 2.2, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

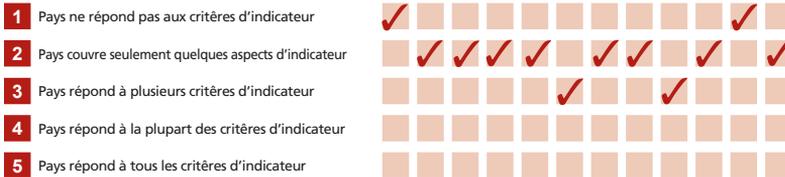
4.4 Les journalistes et autres professionnels des médias sont organisés en syndicats et /ou en associations professionnelles, qui défendent leurs intérêts de manière effective.

Plusieurs associations professionnelles existent, elles sont souvent réparties entre rubriques ou disciplines (par exemple l'association des journalistes de la rubrique sportive). Mais de nombreuses associations sont financées sur des fonds de projets et s'arrêtent avec la fin desdits projets. L'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) ainsi que les syndicats des journalistes sont aussi des organes censés défendre les intérêts des professionnels des médias. La portée de leurs actions est cependant limitée. Les syndicats des journalistes ont par ailleurs tendance à dénoncer les agressions contre les journalistes mais sont peu actifs pour la défense des droits généraux dans l'exercice du métier de journaliste.

Enfin, certains chefs d'entreprise montrent encore des réticences vis-à-vis d'employés syndicalisés

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.0 (2012 = 1.8, 2010 = 2.1, 2008 = 2.1, 2006 = 2.6)

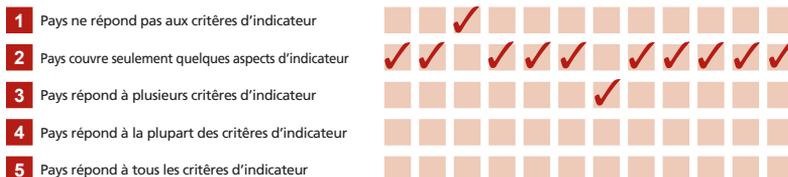
4.5 Les journalistes et les entreprises de presse sont intègres et ne sont pas corrompus.

La corruption est «systématique et culturelle», selon un panéliste. Les journalistes sont arrosés de pots de vin sous forme d'enveloppes pour les «remercier de leurs services». Les échanges au sein du panel ont permis de relever que le fait d'accepter ces enveloppes «c'est sauvegarder la relation de confiance avec les sources», tandis que les refuser «c'est casser ce lien». Par contre, certains journalistes déclarent ces enveloppes à leur rédaction. La pratique est tellement courante que le Président de l'OJM a déclaré dans une interview que ces enveloppes (baptisées «felaka»), étaient «une participation aux frais» et compensaient les piètres salaires des journalistes.

Pour les déplacements, seules les équipes encadrant les ministres participent aux voyages officiels à l'international. Ces missions sont très avantageuses pour les journalistes mais elles impliquent de faire une campagne d'informations en faveur du gouvernement, ce qui ne reflète pas le professionnalisme dans le traitement de l'information. A L'Express de Madagascar, la rédaction exige de choisir elle-même les journalistes destinés à couvrir les déplacements officiels des autorités, et veille à ce que les journalistes gardent leur indépendance vis-à-vis de l'organisateur de ces voyages de presse.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.0 (2012 = 2.5, 2010 = 1.7, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

4.6 Les journalistes et les rédacteurs ne pratiquent pas l'autocensure dans l'audiovisuelle privée et dans la presse écrite privée.

Il est parfois difficile de tracer une limite entre les concepts d'autocensure et de ligne éditoriale. Certains considèrent qu'on fait de l'autocensure quand les limites de la ligne éditoriale sont franchies. Pour d'autres, une ligne éditoriale est une orientation idéologique alors que l'autocensure est un phénomène de pouvoir entre l'Etat et un individu (avec un risque d'emprisonnement). Par exemple, durant les élections de 2013, certaines émissions interactives ont été suspendues. L'Express de Madagascar essaie de limiter l'autocensure grâce à une ligne éditoriale très précise et appliquée.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.1 (2012 = 2.8, 2010 = 1.5, 2008 = 1.5, 2006 = 2.0)

4.7 Les professionnels des médias ont accès aux structures de formation qui offrent des programmes de qualification formelle ainsi que des possibilités d'améliorer leurs compétences.

Le département des études en médias a ouvert à l'université d'Antananarivo en 2012. Les instituts de formation en médias sont nombreux (ESSVA, SAMIS-ESIC, etc.). Certains programmes incluent une large part à la communication. Quelques instituts travaillent actuellement à l'élaboration d'un curriculum commun. Le projet, en phase d'accréditation, doit déjà répondre à des questions de conformités et d'infrastructures. D'autres instituts ne tiennent pas compte, selon le panel, des besoins de l'entreprise de presse.

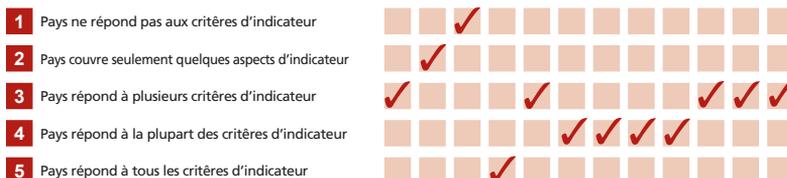
L'habilitation de ces formations est octroyée par l'Etat à la suite d'une évaluation des curriculums selon certains critères. Il semblerait que, présentement, ces critères se conforment plutôt aux normes appliquées dans les modèles français et anglo-saxons qui ne sont pas nécessairement compatibles aux besoins du secteur médiatique malgache. Il est donc essentiel de créer une plateforme qui se chargerait de répertorier toutes les offres de formations afin de procéder à une harmonisation et une normalisation.

Il est estimé que 80% des journalistes n'ont pas suivi de formation journalistique. Ils se sont formés sur le tas, avec néanmoins, un cursus universitaire issu d'autres disciplines telles que le droit, l'histoire, l'économie, etc. Une autre catégorie de jeunes journalistes sortent directement de licence en communication, mais il s'avère que ces candidats sont souvent moins opérationnels dans le milieu du journalisme car leurs parcours sont uniquement bâtis sur la communication, sans leur apporter le bagage intellectuel nécessaire. Ils demandent plus de temps d'adaptation à leur environnement de travail et d'encadrement au sein de l'équipe.

Certaines formations continues et thématiques sont offertes par des organisations internationales telles que la Friedrich Ebert Stiftung, l'Unicef, le PNUD sur des thématiques précises: santé publique, élection, éducation, bonne gouvernance etc. Le Centre de Presse Malagasy essaie également d'organiser des formations et des sessions de renforcement de capacité, destinées aux journalistes. Mais l'initiative se heurte aux réticences des journalistes eux-mêmes. L'Express de Madagascar quant à lui veut lancer un centre d'apprentissage du journalisme afin d'appuyer les acquis théoriques et de créer un vivier de journalistes pour l'ensemble de la profession.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.3 (2012 = 4.3, 2010 = 1.5, 2008 = 3.6,
2006 = 2.6)

4.8 L'égalité des chances sans distinction de race ou d'origine ethnique, de groupe social, de genre / sexe, de religion, d'handicap et d'âge est promue dans les organes de presse.

Les résultats des études menées par l'unité monitoring du projet INCIPALS confirment un bon équilibre entre hommes et femmes parmi les journalistes présentateurs d'actualités à la radio comme à la télévision. Les femmes journalistes traitent toutes sortes d'informations sans aucune discrimination et peuvent accéder à des postes de responsabilité et diriger une équipe. Cependant on constate qu'elles sont souvent plus jeunes que leurs collègues masculins. Par ailleurs, le *Youth Observatory* constate un certain rajeunissement dans les médias. Il estime qu'il y a 60% de jeunes de moins de 35 ans parmi les acteurs médiatiques. Certains magazines spécialisés prennent l'âge comme un critère de recrutement de leurs journalistes, estimant qu'il est important que ces derniers aient assez d'expériences et de background intellectuel pour répondre aux exigences de leurs lecteurs.

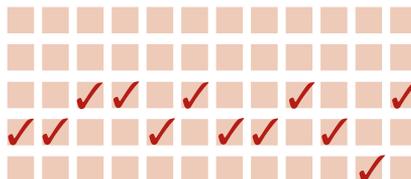
Les organes de presse promeuvent l'accueil des personnes vivant avec un handicap. L'Express de Madagascar n'hésite pas à recruter des personnes handicapées qui sont traitées comme le reste du personnel.

Dans les médias privés et publics, les groupes ethniques et religieux sont tous représentés.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.7 (2012 = 4.1, 2010 = 3.1, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

Note du secteur 4:

2.3

Questions de suivi:

1. Quels changements y a-t-il eu dans l'environnement des médias au cours des deux/trois dernières années ?

Le bilan des trois dernières années dressé par le panel est plutôt négatif et régressif. Le panel estime que la presse prend la voie des chantages de l'information. Il y a une nette dégradation des médias par manque de régulation et de contrôle des journalistes, ce qui a ouvert la voie aux dérapages.

On a pu noter, par contre, beaucoup d'améliorations techniques facilitées par le multimédia dans la collecte, le traitement et la qualité de l'écrit, de l'écoute et de l'image. La presse a investi internet et les émissions interactives ont poussé les médias à s'améliorer. La diversification des programmations a également évolué positivement; les émissions locales étant mises en avant. La presse écrite a explosé dans la capitale et en province au détriment parfois de sa qualité.

2. Quel type d'activités faut-il mener au cours des trois/quatre prochaines années ?

Le panel propose des actions à poursuivre pour les années à venir afin d'améliorer le paysage de la presse malgache. Ainsi, les panélistes proposent que:

- Les conditions de travail des journalistes soient améliorées, car l'environnement de travail actuel a un impact négatif sur la qualité du travail.
- Le HCA soit investi de sa fonction ou qu'un autre organe le remplace.
- Un organe d'autorégulation constitué des journalistes et de la société civile soit créé.
- La relation entre les médias et la société civile soit développée.
- L'accès aux stations internationales soit démocratisé car les événements internationaux intéressent le public, et les jeunes en particulier.
- Le secteur privé soit davantage professionnalisé, afin d'encourager les investisseurs et de contribuer à normaliser l'exercice des métiers de la presse.
- Une normalisation et une labélisation locales avec un système de "ranking" soient créées, pour mettre en avant les bonnes pratiques.
- Les jeunes soient sensibilisés à l'importance et au fonctionnement des médias par des activités comme "le journal de l'école".
- Les médias proposent plus de contenu éducatif dans leur programmation.

Le Panel a eu lieu à l'Hôtel Le Kavitaha, Ampefy, Madagascar du 15 au 17 Avril 2016.

Les Panélistes:

Médias

1. Fy Andrianarison, rédactrice en chef
2. Herizo Andrianarijaona, journaliste
3. Lova Rabary-Rakotondravony, juriste, rédactrice en chef
4. Andriamahaly Alphonse, professeur et formateur
5. Randrianasolo Fiombonantsoa Sergio, journaliste

Société civile

6. Rado Rabarilala, activiste syndical
7. Lovatiana Andriamboavonjy, militante des droits de la jeunesse et des femmes
8. Rivo Rakotondrasanjy, secrétaire général d'une fédération des entrepreneurs
9. Mbolatiana Raveloarimisa, militante pour les droits des personnes en situation de handicap
10. Stella Désirée Razanamahefa, directrice d'une plateforme d'organisations de la société civile.
11. Lanto Ratsida Randriamanantena, militant des droits de la jeunesse
12. Razafindrazaka Mirana, responsable au projet Monitoring des Médias

Modérateur:

Mialisoa Randriamampianina

Rapporteur

Aurélie Zannier



AFRICAN MEDIA BAROMETER

The first home grown analysis
of the media landscape in Africa



AFRICAN
MEDIA
BAROMETER

MADAGASCAR 2016

English Version

The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on home-grown criteria derived from African Protocols and Declarations like the Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa (2002) by the African Commission for Human and Peoples' Rights. The instrument was jointly developed by fesmedia Africa, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the AU-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in sub-Sahara Africa and into the advocacy efforts of other local media organisations like the Media Institute of Southern Africa.

Methodology and Scoring System

Every three to four years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1½ days they discuss the national media environment according to 39 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB-report.

After the discussion of one indicator, panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

1	Country does not meet indicator	
2	Country meets only a few aspects of indicator	
3	Country meets some aspects of indicator	
4	Country meets most aspects of indicator	
5	Country meets all aspects of the indicator	

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

Outcome

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) and – in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) – only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

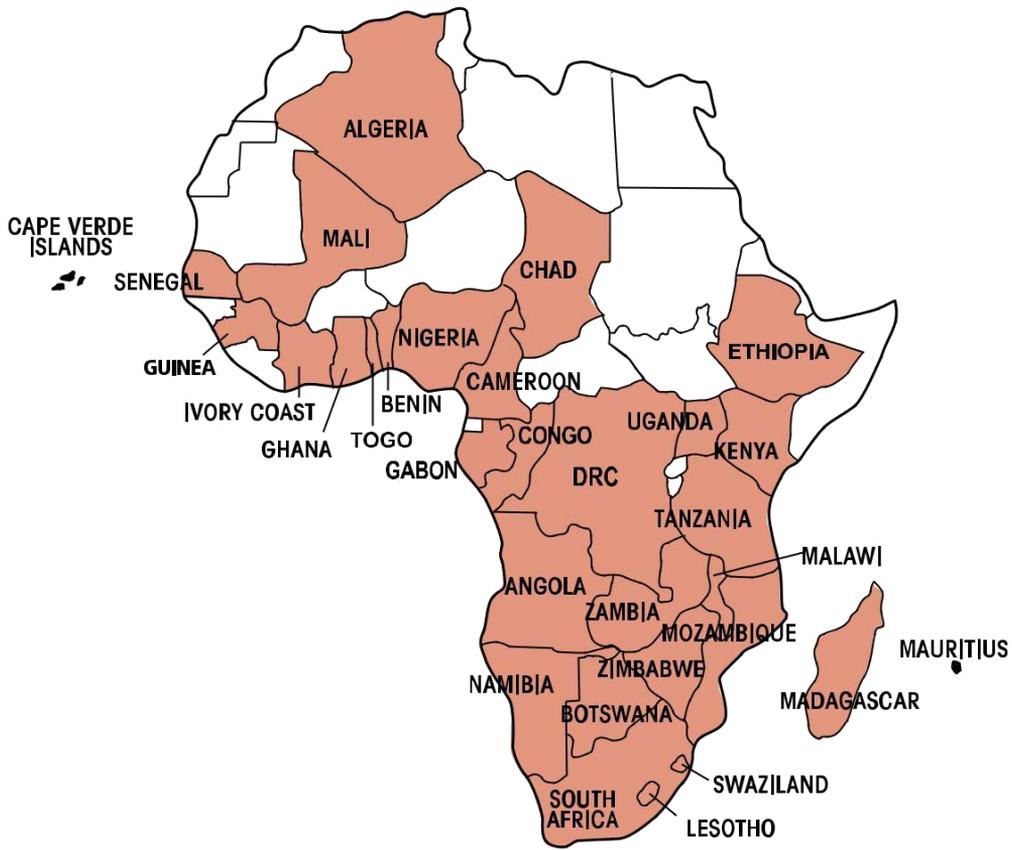
In 2009 and again in 2013 the indicators were reviewed, amended, some new indicators were added and some were replaced.¹

By the end of 2016 the African Media Barometer had been held in 31 African countries, in some of them already for the fifth time.

Zoe Titus
Regional Director
Media Institute of Southern
Africa (MISA)
Windhoek, Namibia

Sara Brombart
Head of fesmedia Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek
Namibia

¹ Consequently, the comparison of some indicators of previous reports is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably. Furthermore sector scores are not applicable (n/a) as indicators have been moved.



See above 31 AMB Countries (2005-2016)

CONTENT

SUMMARY:	61
SECTOR 1: Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.	63
SECTOR 2: The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.	75
SECTOR 3: Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.	87
SECTOR 4: The media practise high levels of professional standards.	95
WAY FORWARD:	106

African Media Barometer Madagascar 2015

Summary

The 2016 Africa Media Barometer panel, composed of journalists, media experts, legal experts, sociologists, business players and trade unionists as well as representatives from civil society gave a thorough overview of the situation of the press, the media industry as well as freedom of expression in Madagascar. The country has witnessed a media landscape that has shown some dynamism between 2012 and 2016, but which remains subject to abuses, various forms of manipulation and terrible working conditions.

Over the last couple of months, numerous new headlines have seen the light of day through the printing press, and new television and radio stations that have been created; signs which prove that the media houses remain active in spite of a morose political climate since 2012. There has been a palpable improvement, but difficulties persist, notably the establishment of a strong and economically productive professional network, as much for the industry as for the employees themselves. The discussions highlight not the only the tough working conditions, but also the organisational, legal and technical dysfunction of the media industry in Madagascar.

A dysfunctional industry

Following the example of the latest barometer of the state of the media in Madagascar, the 2016 panel confirms the onerous working conditions of journalists and the fragile or even absence of any form of social security cover from which they might benefit. These conditions have deteriorated, especially for those journalists employed by State-owned channels and reporters employed by private radio stations. This has a significant impact on the quality of living- and working conditions of journalists, from which the central panel discussions did not shy away.

The panellists also pointed out the total dysfunction of the organisation itself within the Madagascan press. For example, the *Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM)*, an organisation that is supposed to defend the interests of journalists, seems to operate and intervene in a timely manner, without entering into discussions regarding funding like salaries, social security, editorial independence, economic and political pressure that plague the media profession. As far as the associations are concerned, they have little influence and the scope

of their involvement to change working conditions of journalists positively, is slight.

An inefficient regulatory body

Moreover, Madagascar legislation provides for the creation of a regulatory authority called the *Haut Conseil de l'Audiovisuel (HCA)*. This entity is however, not established but replaced by the *Special Commission on Audio-visual Communication (CSCA)*. The independence of such a commission has however been questioned, as shown by the central debates.

Participants have also highlighted the lack of training dedicated to media professionals. Despite the recently established private institutes, the students which receive their training at these institutions do not seem to entirely fulfil the requirements of professional journalism, because the general knowledge component necessary in the exercise of the profession, is neglected during the course of their academic studies.

Finally, the Madagascar media sector suffers from technical deficiencies, especially at private radio stations and publically owned media outlets. As for the latter, the fire that broke out at the offices of Malagasy Radio-Television (RTM) during the 2009 crisis severely undermined the station. The building which was reputed for its modern facilities and equipment, is now practically dilapidated. Staff members cruelly lack proper working tools, resulting in very low quality broadcasts. All these various dysfunctions render the organisation of the media profession ineffective.

Efforts to support

However, there have been efforts made to support the media landscape. The panel has for instance recognised the good work done by community radio stations in the dissemination of local content, which has allowed opening up, at least through communication, these far-flung communities. Furthermore, diversity is present in the programming schedules, thanks to local and regional content relayed through the media. Both men and women are represented in both the profession and the content, even if this representation is not equal. Whatever the case may be, responsible positions within the industry remain open to female journalists.

A willingness to support the independence of journalists, as much as this is possible, has however been recognised, as witnessed by the establishment of a Code of Conduct for journalists, even though this willingness has not been more widely witnessed.

The conclusions drawn by the panel call for a revitalisation of media professions, especially as far as working conditions, editorial independence, and the ease of access to training and information are concerned. These efforts will allow for

an economically productive as well as a socially and culturally useful industry to survive and thrive to the benefit of the Malagasy people.

The necessity to establish a self-regulatory authority has figured among the improvements suggested by the panel discussions. Self-regulation appears to be the best mechanism to ensure the optimal functioning of the press: a press that regulates itself and applies its own ethics.

Notes on the Communication Code

The debates around the barometer of the Malagasy media took place from the 15th until the 17th of April 2016, being two months prior to enactment of the Communication Code by the National Assembly and Senate of Madagascar. The (Communication) Code has not yet been promulgated by the President of the Republic (until the printing of this brochure). This is a very controversial piece of legislation, which has caused stormy debates in both media circles as well as political and civil society due to several aspects of the law deemed destructive to freedom of press

The application of the provisions of this law imposes serious limitations even on the free exercise of democracy itself. The consequences of this law on the free circulation of information, including the free access thereof, and the right of ordinary citizens to be fully informed, are substantial, and the penalties that are applicable, extremely severe.

Furthermore, the law governing communication that has been revised several times, distorts certain dispositions in favour of the emergence of an obliging press and the silencing of all opposition voices including those of ordinary citizens.

SECTOR 1:

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the Constitution and supported by other pieces of legislation.

Article 10 of the Constitution of the Republic of Madagascar, that was written in 1960 and amended in November 2010, guarantees the freedom of expression. In fact, this clause states that: “The freedoms of opinion and expression, communication; press, association, assembly, movement, conscience and religion is guaranteed to all and may not be limited other than for reasons of the respect of the freedom and rights of others, the necessities imposed by public safety, national dignity and State security”.

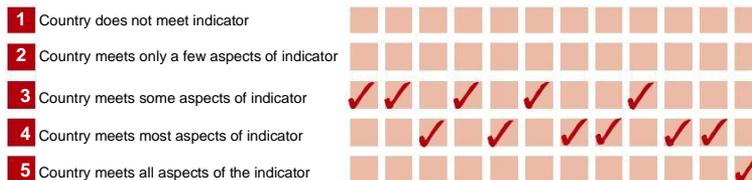
The African Charter of the Rights of Man and Nations (sic), as ratified by Madagascar, reinforces the right to the freedom of expression, due to the fact that article 9 thereof stipulates that every person has “the right to information” and “to express and spread his/her opinions within the limits of the laws and regulations”.

Two further Malagasy laws protect the freedom of expression: Law 90-031 of the 21st of December 1990, dealing with communication and Ordinance 92-039 of the 14th of September 1992 on audio-visual communication. On the other hand, the recent law 2014-006 on the fight against cybercrime is considered an obstacle to the freedom of expression.

A Communication Code is currently being drawn up and its first draft should appear by May 2016.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.7 (2012 = 4.6; 2010 = 4.0; 2008 = 3.5;
2006 = 3.0)

1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

The pluralism of the Madagascan media ensures certain effectiveness in the exercise of the rights of citizens and journalists to express themselves. However, as far as journalists are concerned, this freedom depends a lot on the owners of media houses who retain a certain degree of control on treated subjects and the context of the day. Thus, certain radio stations suspended their call-in shows in 2013, broadcasts that allowed ordinary citizens to directly participate and comment on the hot topics of the day.

Furthermore, the government's behaviour complicates the gathering of information. The announcement of the Prime Minister, Jean Ravelonarivo's resignation on 08th April 2016 by the Office of the President, is a palpable example. The news was reflected naturally in the media, whereas the Prime Minister himself denied the resignation. A couple of days later, he retracted his statement and confirmed his departure. This media confusion between the Office of the President of the Republic and the Prime Minister left the media with no room to manoeuvre in order to sort through the different versions and relay the correct information to the public. No public declaration was made until the announcement of the formation of a new government by TVM on the 15th of April 2016.¹

Similarly, in the case of Air Madagascar, in spite of the fact that the protection provided by the Constitution should theoretically prevail over internal regulations, the revelations by trade unions to the press were censored.

¹ Malagasy State-owned television

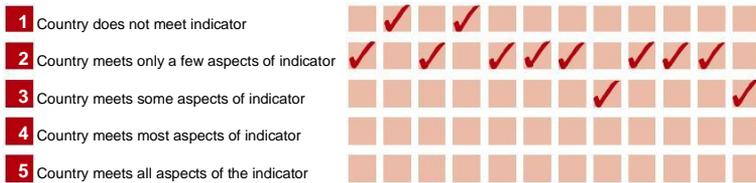
In private media houses, the editorial line determines the framework of the exercise of freedom of expression. In the *Panama Papers* affair, the newspaper *L'Express de Madagascar*, deliberately chose not to publish the list of names of Madagascan citizens, which appear in said list, claiming that information it had in its possession, did not allow them to presume that those people mentioned were involved in tax evasion. This was also a decision determined by the fact that none of them has been the object of any form of judicial enquiry or prosecution.

As civil society can recall, the political authorities are not the only ones that limit the exercise of freedom of expression; to this should be added influential lobbies. One could cite the censorship exercised by the “medical mafia” during the vaccination campaigns. Wave upon wave of successive vaccination campaigns aroused a great amount of concern and incomprehension on the side of parents and civil society, fearing over-vaccination. However, the media never reported these concerns leaving many questions unanswered, whereas the vaccinations continued unabated.

In terms of individuals’ freedoms, social networks facilitate the freedom of expression. Unfortunately, Internet access remains restricted to a small category of the population.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.0 (2012 = 2.8, 2010 = 2.5, 2008 = 2.3, 2006 = 2.4)

1.3 There are no laws or parts of laws restricting freedom of expression such as excessive official secrets, li-bel acts, legal requirements that restrict the entry into the journalistic profession or laws that unreasonably interfere with the functions of media.

By general panel consensus, every single law regarding freedom of expression is limited by the dictum: “a freedom within limits”. These laws protect the freedom of expression, but at the same time, foresee sanctions once certain limits have been reached. In addition, institutions often impose their own laws and regulations.

The 2009 law, which proscribes public demonstrations, considerably hampers freedom of expression. Outside of public demonstrations, ordinary citizens are reticent to register their opinions in the media.

Furthermore, although laws that protect freedom of expression exist, their contravention rarely leads to prosecution, with the result that people rarely lay charges. Finally, certain penalties, notably those related to defamation of character, are excessive. A person found guilty of defamation on social networks could be fined between 2 million and 100 million Ariary (USD630 – USD31,449), under the provisions of Article 20 of the Law 2014-006 which deals with the fight against cybercrime.

It should be noted that defamation, included in Article 83 of the Law 90-031, is considered a criminal offense as opposed to a civil matter in Madagascar. This law provides for: “defamation committed by one of the means as stipulated in Article 74² and Article 80³ against law courts, tribunals, the national armed forces of the State, constituted State bodies and public administration shall be punishable by between six months and up to two years of imprisonment and a fine of between FMG30.000 and FMG1.000.000⁴, or one of the two sentences”.

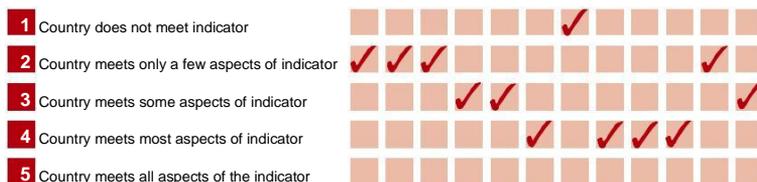
2 Article 74: Shall be punished as accomplices to an act classified as criminal or a felony who, by speeches, shouts or threats uttered in public places or meetings, or by written or printed matter, drawings, engravings, paintings, emblems, images or any other medium of writing, speech whether sold or a distributed picture set sold or displayed in public places or meetings, or by posters or signs, graffiti presentations in public view, which would have directly incited the perpetrator or perpetrators to commit such action, if the provocation been was acted upon

3 Article 80: “The offense committed by one of the means set forth in Article 74 shall be punished with imprisonment of one month to two years and a fine of 30,000 to 500,000 Malagasy francs. The same penalties shall apply to the sale, distribution or exhibition of drawings, engravings or paintings, emblems or obscene images exposed to public view for sale, distributed, or peddled be confiscated. The same will apply to all audio-visual material”.

4 FMG = Malagasy Franc. The Malagasy franc is based, for counting purposes, on the Ariary, equivalent to 5FMG FMG 30,000 = \$ 1.88; FMG 1 million = \$ 62.91

Scores:

Individual scores:



Average score:

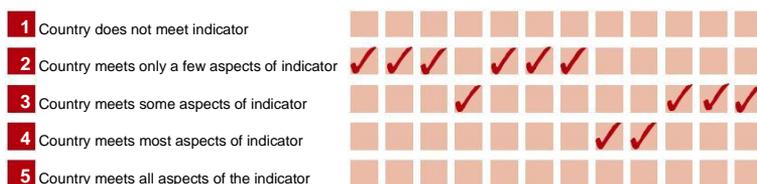
2.8 (2012 = n /a, 2010 = n /a, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

1.4 The government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the media.

The Malagasy Government has ratified most international treaties and charters, such as the Declaration on Human and Peoples' Rights or the African Charter on Democracy, Elections and Governance. The implementation of these agreements has been hesitant and government efforts to maintain and safeguard these rights of expression are weak.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.7 (2012 = 2.0, 2010 = 2.4, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

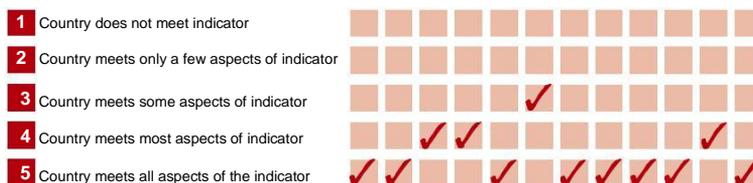
1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

Previously, under the second Republic, news articles were submitted directly to the Minister of the Interior who approved their publication. Today, this is no longer the case, as censorship no longer exists.

On the other hand, establishing a newspaper is subject to a compulsory declaration made at the State Prosecutor’s office containing details of the newspaper’s management as well as those of the editor-in-chief of the publication. It thus does not pertain to obtaining an authorisation, but rather making a declaration. A copy of every new title also has to be deposited with the National Library. For every issue, twenty copies need to be filed at the Ministry of Communication.

Scores:

Individual scores:



Average score:

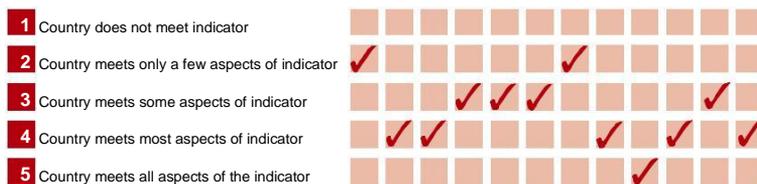
4.6 (2012 = 2.1, 2010 = 5.0, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

1.6 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

In principle, the law covers the confidentiality of sources but in practice, tribunals may demand that such sources be made known, should the judge consider the case at hand to be of national importance. Journalists do not perceive the right of the protection of one’s sources to be in jeopardy, but they do acknowledge that the judiciary could more or less oblige them to reveal their sources.

Scores:

Individual scores:



Average score:

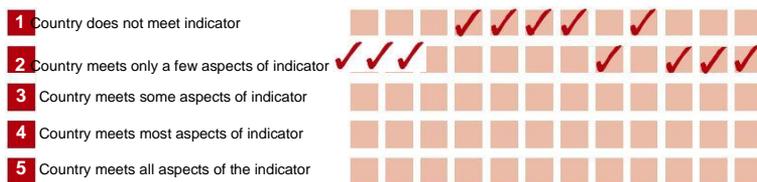
3.4 (2012 = 4.5, 2010 = 3.2, 2008 = 3.4,
2006 = 1.5)

1.7 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

Article 10 of the Constitution partially guarantees this right to the access of public information but no law explicitly guarantees this. There remains a huge gap between the decree and public disclosure. It so happens that the government works on draft legislation without informing the public, in spite of the fact that such consultation is guaranteed by law. In this way, the draft finance bill of 2015 remained inaccessible because it could not be found. Finally, under mounting pressure, the document was published on the Finance Ministry's website. Sources are often difficult to access and at times, restricted to professionals.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.6 (2012 = 1.5, 2010 = 2.3, 2008 = 1.5,
2006 = 1.6)

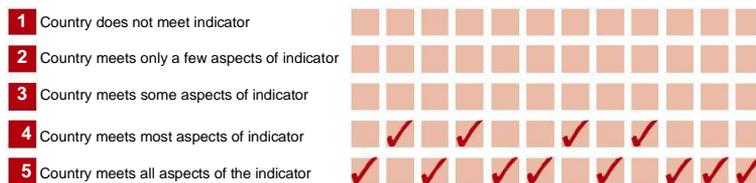
1.8 Websites, blogs and other digital platforms are not required to register with, or obtain permission, from state authorities.

To date no means exist to register blogs or websites. In the case of websites, Malagasy law take into account the host nation and not the nationality of the author. In this way, many Malagasy websites are hosted abroad and thus do not fall under Malagasy jurisdiction. The law on cybercrime makes no mention of the procedure regarding the creation of a website.

The Communication Code currently being developed is expected to fill this legal vacuum.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.7 (2012 = 4.8, 2010 = 4.9, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

1.9 The state does not seek to block or filter Internet content unless in accordance with laws that provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society, and which are applied by independent courts.

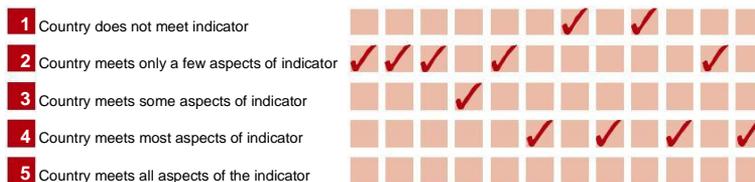
The State seeks to neither block nor filter Internet content. On the other hand, precautions have been made regarding the use of telecommunications networks. Article 34 of the Law 2014-006 which governs cybercrime stipulates that: “operators that exploit a telecommunications network open to the public or, that provide telecommunication services to the public are required to implement technical measures with the aim to prohibit, with the exception of emergency numbers, access to networks or their communication services provided through mobile devices, which have been identified and declared as stolen. These devices

have to be blocked from the moment that the operator receives the official declaration of theft, as provided by the subscriber”.

Every citizen in possession of a SIM card has to register with the telephone operator by supplying a valid piece of identity when acquiring the SIM card.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.6 (2012 = 4.5, 2010 = 4.6, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

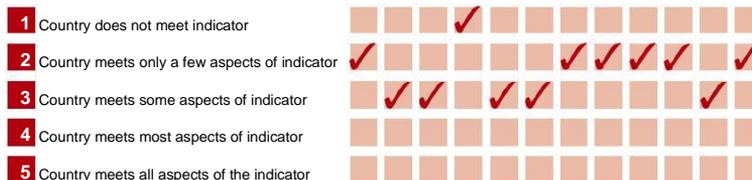
1.10 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

The Order of Journalists tries to defend press freedom, but they are not always very efficient. As for civil society, although they agree with the importance of press freedom, it does not actively engage in the defence of the rights of the media sector. It is even wary of the media, with whom they often maintain a relation based on suspicion. The panel has taken as example FIVMPAMA⁵, who demanded 24 hours to reflect in order to prepare their declaration to journalists. This delay was immediately qualified as ‘suspicious’ by the media.

⁵ Malagasy entrepreneurs' association

Scores:

Individual scores:



Average score:

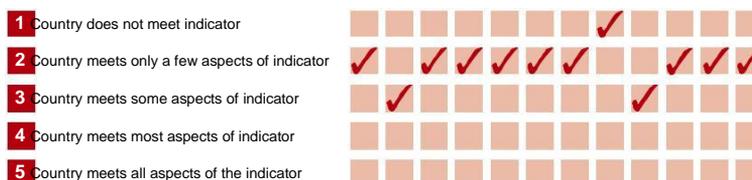
2.3 (2012 = 4.4, 2010 = 2.4, 2008 = 2.0,
2006 = 1.8)

1.11 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and inter-est groups.

The panel took as example the discussions surrounding the current Communication Code, which it has deemed as superficial. The participants to these discussions received a thick document the day before the meeting. The general opinion is that this discussion was a means to obtain some credibility vis-à-vis the general public. Those who were principally concerned, the journalists, have the bitter feeling of having been consulted merely “so that the law would pass” and have little hope in this Communication Code.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.1 (2012 = 2.1, 2010 = 2.3, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

Average score for sector 1:

2.9

SECTOR 2:

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet, mobile phones) is accessible and affordable to citizens.

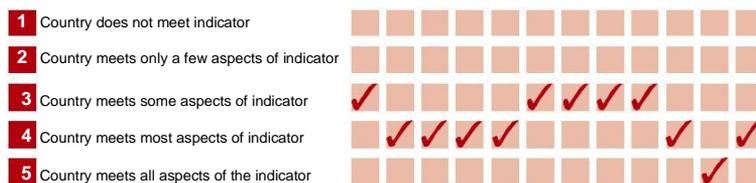
A large variety of print media is available in Madagascar. Many new publications have seen the light of day between 2015-2016, for example *La Depeche*, *Mon journal*, or still *Le Citoyen*. The cost of these publications remains a problem for the population at large, seeing that a newspaper costs on average as much as a baguette (approx. 500 Ariary = USD 0,20). Distribution of information is another factor of inequality. All information sources are available in Antananarivo, but regional cities receive a limited offer. On the other hand, small towns and villages in the countryside have little to no access to information provided by the media. It takes at least one day in order to receive print media in the regions.

The illiteracy rate (46%) is also an essential factor limiting access to information in Madagascar. Radio stations consequently perform an essential service in relaying information to the general public. Unfortunately, their quality remains limited because broadcasts often lack content and diversity.

The GEPIM⁶ is currently working on an application for mobile phones, which would allow for the reception of news briefs, but it will not be for free. In Madagascar, the fact that access to information is not for free means that information is far from being available to all citizens. As for Internet, connections are subject to frequent cuts and are quite expensive.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.7 (2012 = 3.8, 2010 = 2.1, 2008 = 2.3, 2006 = 2.8)

⁶ Groupement des éditeurs de presse indépendants de Madagascar

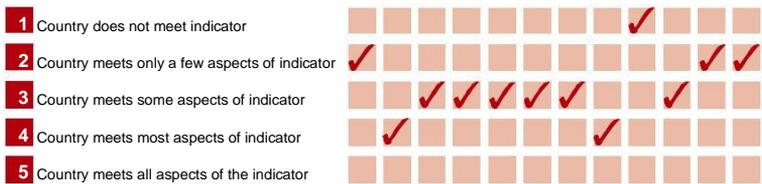
2.2 Citizens’ access to domestic and international me-dia sources is not restricted by state authorities.

There are no regulations preventing the international media to establish itself, but the tax refund procedures have discouraged all but one. On the other hand, the local media is constrained by the State because private television and radio stations are not allowed to broadcast at a national level. National coverage is thus completely controlled by law and the State.

However, plenty of international as well as national television stations are accessible via satellite TV bouquets (Parabole, Canal+), but subscription is quite expensive. (CanalSat costs Ariary 70.000 = USD 22,01).

Scores:

Individual scores:



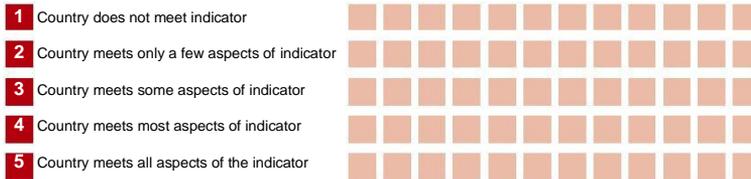
Average score: 2.8 (2012 = 4.5, 2010 = 5.0, 2008 = 4.5, 2006 = 3.4)

2.3 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.

This item is not applicable, since the government does not publish any newspapers in the print media.

Scores:

Individual scores:



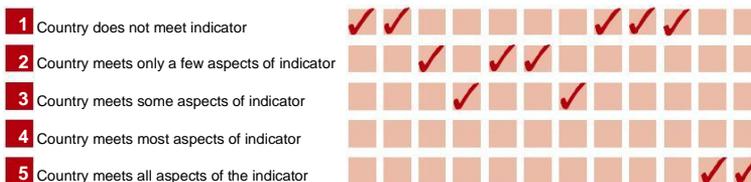
Average score: n/a

2.4 Transparency of ownership of media houses in print/broadcasting is guaranteed by law and enforced.

There is no law, which forces the identity of media owners be made public, whether written or audio-visual. The panel has found that, in general, media owners do not wish their identities to be known. An enquiry held at PROCOM⁷, revealed that certain employees do not know the names of their bosses in the media industry. In another survey, regarding the identities of the owners of radio stations, only 5 out of 12 owners could be identified.

Scores:

Individual scores:



Average score: 2.3 (2012 = n/a, 2010 = n/a, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

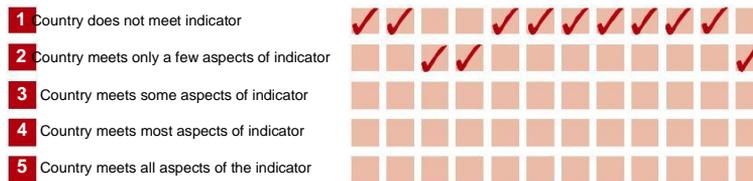
7 Programme d'Appui à l'Emploi et à l'Intégration Régional dans le secteur privé malgache (Employment and Regional Integration Support Programme of the Malagasy Private Sector)

2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies.

No legislation exists regarding competition in the media. The Communication Code in its version prior to June 2016 has raised the necessity to put specific regulations into place, but this proposal has raised a lot of reluctance. The proposal that business owners are not allowed to own television channels, newspapers nor radio stations, was immediately abandoned.⁸ Although approved by the Senate and discussed by the National Assembly, monopolies in the media industry are counter to freedom and the absence of any regulation is dangerous, the panel warns. This situation negatively affects the content and threatens media plurality.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.3 (2012 = 1.6, 2010 = 1.5, 2008 = 1.8,
2006 = 2.0)

2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

At present, there are only two media enterprises in Madagascar, which are economically viable. Diversity is thus under threat. The government is not making any specific efforts to develop diversity, rather preferring media alignment.

The State also receives income tax on profits made by the print media, which is set to increase. The cost of advertising signs is reaching exorbitant levels that fill State coffers. On the other hand, certain announcements made by the government in the media remain unpaid, especially radio announcements. Thus, according to general opinion, the State does not provide favourable conditions for the establishment of a diversified and economically viable press.

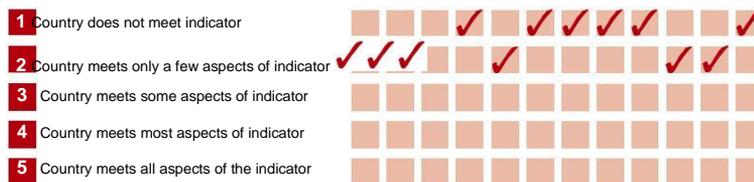
⁸ This proposal encountered the same reluctance in the old versions of the Communication Code, although it has been retained in the Code of June 2016. Please refer to the notes on the Communication Code in the Introduction

Another factor that weakens the independence and viability of media houses is the working conditions of media professionals. The work of a journalist is not remunerated with a decent salary. Journalists however provide a public service, since being informed is a fundamental right of a citizen. The ratification of the Florence Convention has not had any meaningful impact on the media sector, and yet many other sectors have frequently obtained equipment for the production of audio-visual materials.

On the other hand, government efforts are being felt as far as public procurements are concerned, which are awarded in a relatively equitable manner to numerous newspapers.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.5 (2012 = 1.3, 2010 = 1.2, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

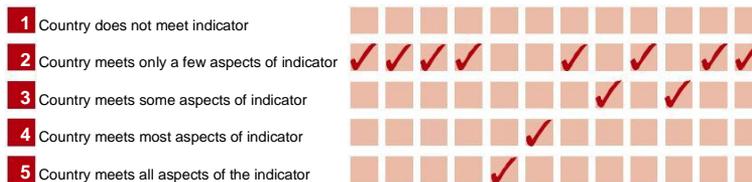
2.7 All media fairly represent the voices of both women and men.

The evaluation unit of the media sector, at the initiative of l'INCIPALS⁹, has demonstrated that women are represented at a mere 20% and men 80% of the workforce in the media sector. However, it seems that efforts have been made over the course of the past five years to render women more visible in the media sector. For example, women are given far more interviews. However, they remain small in number and are generally hesitant to present themselves in public.

⁹ Citizens' Initiative for the Consolidation of Peace, Leadership and Stability, established on the 2nd of July 2015, by a consortium of organisations. (Centre européen d'appui aux processus électoraux, Osservatorio di Pavia, Search for Common Ground and Centre for Creative Leadership)

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.6 (2012 = 2.9, 2010 = 3.3, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

2.8 All media fairly represent the voices of society and its minorities in its ethnic, linguistic, religious diversity.

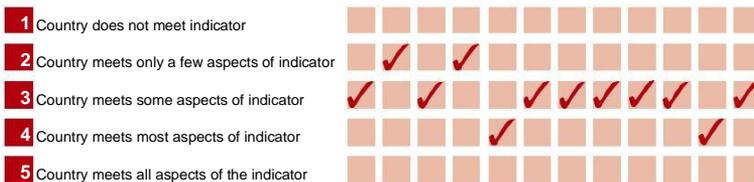
Religious pluralism is not a major problem in Madagascar as far as the treatment of information is concerned. For the most part, all religious groups are represented in the media. However, one can admit to the fact that Christianity is accorded a larger share by the media.

Certain age groups are less well represented, such as young people and senior citizens. However, thanks to the "Vaovaomparitra", with its regional news content, minorities that have been hitherto excluded are reached.

Within the programming of TVM, the economics broadcast *Topimaso*, is translated into sign language. If theoretically speaking, the media do not shut the door to minorities, they also think in economic terms. Subjects dealing with minority groups sell less, and are thus represented less in the programming content. The media covers social issues when brought to light by an involved and noisy civil society. The panel has found that the media give more coverage to the élites, the upper classes of society, who are more interested in politics, which is the favourite subject of the Malagasy media.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.0 (2012 = 3.1, 2010 = 2.3, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

2.9 Media cover the full spectrum of economic, cultural, political, social, national and local perspectives and conduct investigative stories.

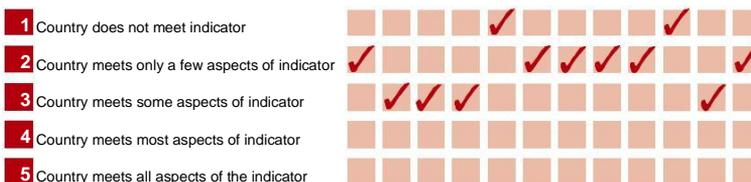
Opinions are ambivalent about the extent and distribution of cultural, social, local and economic perspectives in the media. Media professionals as well as civil society are of the opinion that the political perspective dominates the media, focusing on various political facts and sensationalism.

Investigative journalism is rare in Madagascar, due to various reasons. Firstly, because it is based on in-depth research of various sources and proof, it is very time consuming. It requires at least three months covering a topic. This work is very demanding and requires a high degree of professional competence. Some specialised magazines with more analysis do exist, but their cost is prohibitive.

Information brokerage is opening more doors to investigative journalism. A customer's order (for instance an investor) is conducive to analytical work by the journalist who has the time and the budget to prepare his/her investigation.

Scores:

Individual scores:



Average score:

**2.2 (2012 = 3.6, 2010 = 3.9, 2008 = 2.8,
2006 = 3.5)**

2.10 Private broadcasters deliver a minimum of quality public interest programmes.

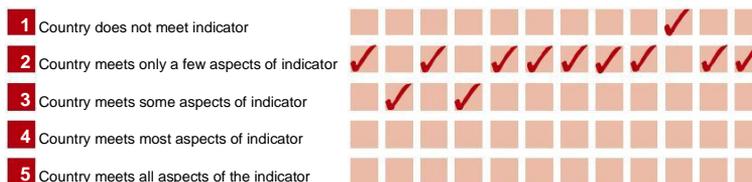
The quality of Malagasy programmes is discussed a lot at present. However, the specifications set forth by the High Council of Audio-Visual (programming), gives clear enough directives, calling for content that is informative, educational, as well as locally produced, whether it be radio or television. People are generally of the opinion that media content remains superficial, which impoverishes its quality.

In the regions, the public interest is aided by radio stations, which offer local news, even if a lot of the local programming grid involves dedications. However, local presenters, often without neither training nor technical expertise, are limited regarding the subjects they could treat, as well as the manner in which they are treated. They are rather radio DJ's than journalists. As far as the private Evangelical radio stations are concerned, their programme content is limited to playing gospel music and running shows proper to their own religious views.

Projects funded by international donors, allow a greater possibility to provide better quality programming, but very few media houses have access to it. Business people retain a great deal of interest in influential media channels and hence invest for the most part in newspapers.

Scores:

Individual scores:



Average score:

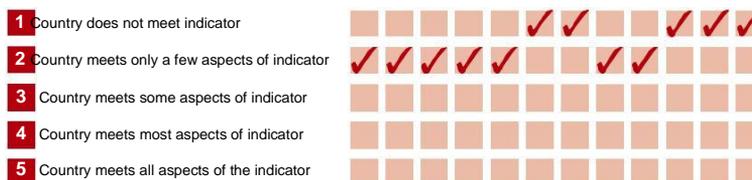
2.1 (2012 = 2.0, 2010 = 1.6, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

2.12 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

The power of the State is pervasive in the awarding advertising contracts. Certain newspapers no longer receive any advertising contracts from the State following disagreements with the latter. This aspect is very constrictive to economically struggling newspapers that depend on these adverts in order to survive. The newspaper *La Gazette de la Grande Ile*, regularly denounces this situation. The panel also concedes that big advertisers, such as mobile telephone companies, have a certain measure of editorial influence.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.6 (2012 = 2.7, 2010 = 2.8, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

2.13 The advertising market is large enough to support a diversity of media outlets.

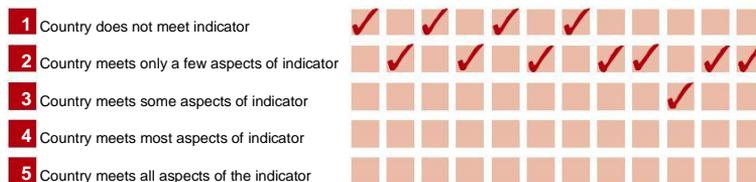
The advertising market is too small to support a diversity of media organisations. There are more and more newspapers, but they are neither economically viable nor independent. Most of them are financed by politicians, company and advertising.

The two big newspapers are the only ones that arouse the interest of advertisers, which take into consideration the number of readers. As opposed to online media, the print media are entirely dependent on advertising in order to survive. As for television, especially as far as private channels are concerned, people are becoming concerned about the monopoly and influence garnered by certain advertisers that obtain airtime in the middle of news broadcasts.

Concerning radio stations, the large number of ads that are run, highlights their precarious financial situation.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.8 (2012 = 3.0, 2010 = 3.4, 2008 = 2.5, 2006 = 2.1)

Average score for sector 2:

2.3

SECTOR 3:

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

Broadcasting regulation is transparent and independent; the State broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

Article 25 of Ordinance 92-039 of 1992 stipulates that: “The application must be formulated and presented by a company representative. It must indicate the purpose and the general characteristics of the company, the technical characteristics of the show, the forecast operating accounts over five years and the amount of planned investments. The statutes, the list of managers and the organisational and capital structure of the Company must accompany it. The High Audio-visual Council (HCA) must rule within a period of sixty days from the filing of the application. Failure to reply within this stipulated period, it is assumed that permission has been given. In case of refusal, the decision of the HCA must be substantiated. The authorisation shall be published in the Official Gazette of the Republic. A private audio-visual operator can only hold one license in the same field of activities and in the same sector of geographical coverage”.

Legislation is thus quite precise, but the department responsible for monitoring (the HCA) has never been put into place effectively. The Special Audio-visual Commission (CSCA) substitutes for the HCA, but it is not independent.

On the other hand, no specific law regulating community radio stations exists. They are sponsored mostly by international NGO’s that allows them access to equipment and tax rebates.

3.3 The body, which regulates broadcasting services and licenses, does so in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

The Ordinance 92-039 explains the licence awarding procedure to the print media in detail. However, as far as radio and television are concerned, the two ministers of the CSCQ have to co-sign the agreement. If the media organisation awaiting approval happens to be close to the regime, the necessary authorisation is obtained quickly whereas others are still waiting for this official endorsement. Broadcast frequencies are supposed to be allotted through tenders, but this has never taken place. One can also reasonably question the fairness of the allocations. Moreover, if the notion of “regulation” implies respect for facts, whether they are for or against the government, one could doubt the neutrality of this institution. Finally, the panel finds that the proximity to power influences the processing of information as far as certain channels close to government are concerned.

The efficiency of the regulatory authority is equally questionable. It allows the proliferation of “massage”¹⁰ advertising in newspapers. The fact that they allow advertisements to be placed any and everywhere, and especially in the middle of a news broadcast, is yet another example of the non-regulation of the media. That said, it is true that Article 54 of Ordinance 92-039 states: “Advertising by radio and television is free; while respecting the rights of the individual and consumers”. Only political advertisements are prohibited outside of election periods.

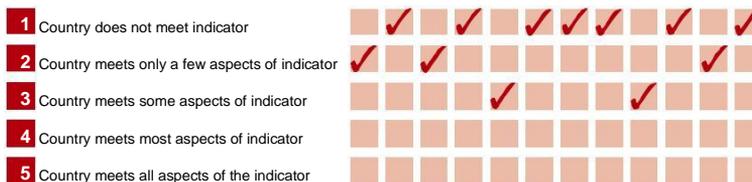
Participation in televised broadcasts can be equally criticised, because participants usually have to pay appearance fees. The price varies between 1 and 2 million Ariary (315.48 USD and 630,96 USD). One of the panellists admitted to having received a request to pay 50.000 Ariary (US\$17.77) as compensation for the production costs related to his appearance in a report or in studio. Due to this system, certain members of the public do not have access to televised media, nor do they have the right to reply.

The Minister in charge of communications recently opened his own program on TVM, which he animates directly. This has never happened before in Madagascar and is considered a total aberration.

¹⁰ These advertisements are known by all to be a cover for prostitution services offered

Scores:

Individual scores:



Average score:

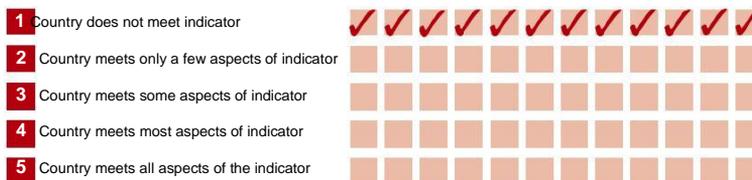
1.6 (2012 = 1.8, 2010 = 1.5, 2008 = 1.7,
2006 = 1.1)

3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through an independent board which is re-representative of society at large and selected in an inde-pendent, open and transparent manner.

The Office of Radiotélévision Malagasy (ORTM) is considered the national broadcaster since 2012. Unfortunately, the selection process of its members is not transparent. The name of the latest elected president was announced in 2016 during a communiqué by the Council of Ministers, without anyone knowing how or by whom she was elected. Moreover, the list of members of the CSCA has never been released.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.0 (2012 = 1.1, 2010 = 1.0, 2008 = 1.0,
2006 = 1.1)

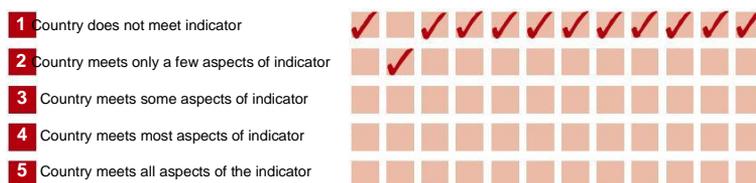
3.5 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practised to ensure balanced and fair news and current affairs programmes.

Article 36 of Ordinance 92-039 stipulates that: "The government may at any time disseminate and transmit through public service enterprises, radio and television, all statements or communications that it judges necessary. These broadcasts are reported as from Government and are free to lead to analysis and commentary".

It is felt that this law is an obstacle to editorial independence. The panel is of the opinion that editors' desks had more independence during the 1991 transition. For instance, the employees at TVM participated in a strike when information of prime importance was squashed and they were able to announce their claims live on the airwaves. Back then, the government in power and members of the opposition divided the airtime awarded during elections equally. Today, this is no longer the case. Thus, TVM is at present mostly considered as an instrument in the hands of those in power.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.1 (2012 = n/a, 2010 = n/a, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

3.6 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from political interference through its budget and from commercial pressure.

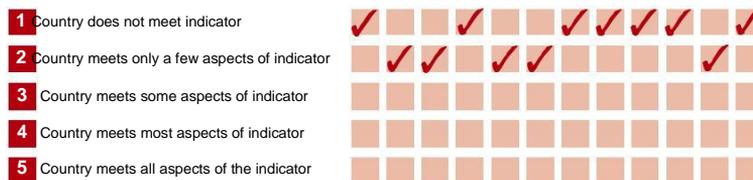
"Correctly financed is a euphemism!" Maintenance work is financed through advertising revenues, which, once collected, disappear in the hands of the State. During the transition period, these receipts were transferred directly to the Treasury and the Minister of Communications' signature was sufficient to unblock these funds. Today, public media enterprises lack everything: furniture,

transport (two out of the four vehicles of TVM are out of service), and equipment (when journalists can afford it, they buy their own equipment such as cameras). Consequently, some events are no longer covered, unless the journalist goes there on foot! What's, the budget that is allocated is revealed neither to the public nor to the industry professionals.

Private producers choose to broadcast through TVM, where they can buy airtime at minimal cost, which they finance thanks to advertisements. The operating principle is that TVM receives 60% and the private producer 40% of the receipts. This form of corporate mismanagement is uncontrollable and exponentially on the increase.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.4 (2012 = 1.5, 2010 = 1.1, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

3.7 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests including local content and quality public interest programmes.

The television channel TVM has made great efforts to offer a wide variety of programming, covering especially local Malagasy life. Local correspondents do broadcasts dealing with the regions, in the local dialect.

However, the public State broadcaster does not organise enough shows that focus on discussions and debates. Only a few such debate shows appear sporadically during large international events. Society at large only benefits from free television broadcasts on international days such as the Day for Autism. In politics, always the same MP's appear on the airwaves.

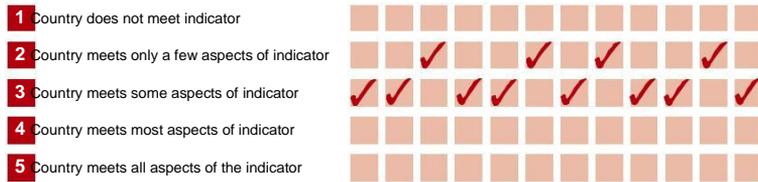
As far as quality is concerned, the question is relative. In the provinces (where often only TVM and RNM¹¹ are available), the phenomenon of "un-hooking" or interrupting, affects viewers negatively. This is best explained as a system by which

¹¹ Interactive programmes

TVM inserts local programs in the middle of its normal programming schedule. The availability and quality of the equipment used also negatively affects the quality of the shows. TVM still uses analogue and AVI formats, resulting in poor video quality. The style and design of TVM has not evolved much either. Even the new recruits fresh out of school seem to mould themselves in this “TVM style”.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.7 (2012 = n/a, 2010 = n/a, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

Average score for sector 3:

1.5

SECTOR 4:

The media practise high levels of professional standards.

The media practise high levels of professional standards.

4.1 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

A recent study conducted by INCIPALS on the “relationship between legitimate comments and tensions” identified the types of crime in the media. The study took notably into account the most serious of crimes (offenses such as defamation and justification of the crime) and the least serious crimes (such as rumour mongering). The results showed that the lesser crimes were by far the most numerous. The study concluded that slip-ups do occur, but that they are mostly of minor consequence.

A Code of Ethics and Deontology has been put in place by the Order of Journalists in 2004, but has not yet been adhered to. It even provides for a disciplinary council, which was never established. Having developed its own Code of Ethics, the newspaper *L'Express de Madagascar* is the exception to the rule and they have shown palpable efforts. In this way, the editorial staff of the Express first systematically study the contents any communiqué in order to assure themselves that they do not contain any defamatory statements or modifications. As has already been the case, the newspaper does not hesitate to request the State to modify its statement should they deem this necessary. The *Express* newspaper also takes great care in verifying its sources and, in principle, does not publish the names of any persons implicated in a story where such individuals are not being prosecuted. Such a case presented itself during the Rosewood Affair¹², or more recently the *Panama Papers* scandal. In order to minimise the influence of advertisers, advertisements are placed in a supplement.

Civil society takes great care in sending out statements but they denounce some of the interpretations made by journalists. For example, journalists often refer to autism as an illness whereas the press release emphasises the fact that it is a condition of a person. Sometimes, in order to avoid the errors that could have serious consequences, civil society members sometimes prefer to buy the pages.

For some panel members, the American Professional Code of Conduct is a good model to follow. The panel members are of the opinion that, inasmuch as codes of ethics and deontology exist in other professions (for example accountants and medical professionals), a similar measure has to be put in place for the profession of journalism.

The quality of initial education provided to prospective journalists is also questionable. Since 1995, journalists require a university degree to be admitted

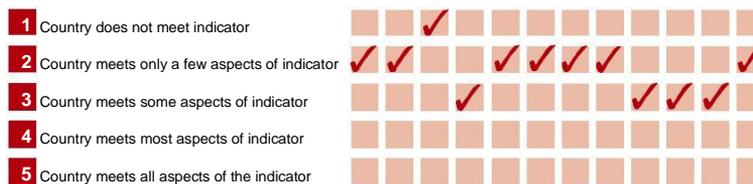
12 The exploitation of rose wood, which is forbidden in Madagascar, is a regular cause for scandal, due to high-ranking officials engaging in the illegal trafficking of this commodity.

to journalism school. Nowadays, students are recruited straight after having graduated from high school and their lack of academic background can be sensed. Moreover and ironically, in spite of the multiplication of training centres and specialised schools of journalism, the quality of journalists' ethics seems to be regressing. Some attribute this to the high level of unemployment amongst young graduates who rush to journalism by default, not finding any employment in their own sector. It is estimated that 80% of journalists did not train as such. Certain publications receive these young people with open arms since they represent an inexhaustible supply of cheap labour, being paid less than salaried workers and usually employed on a temporary basis (on short-term contract). For other media professionals, this ethic is part of "common sense" which studies do not teach. It is a "professional path" to be embarked upon. The journalist should be able to prove a certain shrewdness, expertise and quest for excellence.

The question of ethics in the profession was touched upon during the course of the Communications Code project and it was proposed that an Order of Journalism identity card be created since the current press credential card is no guarantee. It was also suggested that journalists create a body within the Order of Journalists to assist those people who feel attacked and assaulted.

Scores:

Individual scores:



Average score:

**2.3 (2012 = 2.8, 2010 = 2.0, 2008 = 2.5,
2006 = 2.9)**

4.2 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by independent/non-statutory bodies that deal with complaints from the public.

Madagascar adheres to the African Principles of Freedom of Expression (APFE)¹³. The Order of Journalists of Madagascar, which is supposed to handle complaints on its behalf, has proven its inefficiency right up to present. For example, it has never convened the disciplinary council.

Numerous institutions have availed themselves to become press observers, such as the local organisation *Ilontsera* or other international organisations. Local observers seem to be preferred over external ones because they seem to ensure a certain level of contextualisation. Civil society shares this view, saying that they are “fed-up” with international dictates.

For the majority, a system of self-regulation would be ideal, as encouraged by the APFE. “Judges and peers” seems to afford more advantages as opposed to being judged by external elements that do not know much about journalism in Madagascar. The results of the study conducted by the media-monitoring unit of INCIPALS, corroborates this idea.

Others admit to the fact that certain members of the profession have difficulty changing their ways. One participant confided, “I deplore the fact that habits are ingrained.” This transformation as far as the industry professionals are concerned remains a lengthy process that will require education.

13 1. A public complaints system for print or broadcasting should be available in accordance with the following principles:

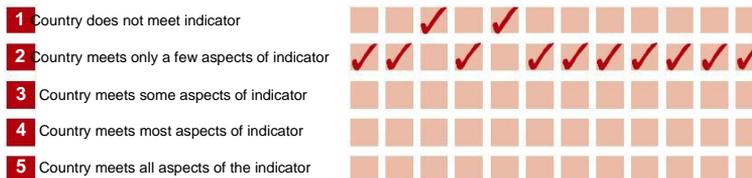
- complaints shall be determined in accordance with established rules and codes of conduct agreed between all stakeholders; and
- the complaints system shall be widely accessible.

2. Any regulatory body established to hear complaints about media content, including media councils, shall be protected against political, economic or any other undue interference. Its powers shall be administrative in nature and it shall not seek to usurp the role of the courts.

3. Effective self-regulation is the best system for promoting high standards in the media.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.8 (2012 = 2.6, 2010 = 1.8, 2008 = 2.9,
2006 = 2.3)

4.3 Salary levels and general working conditions, including safety, for journalists and other media practitioners are adequate.

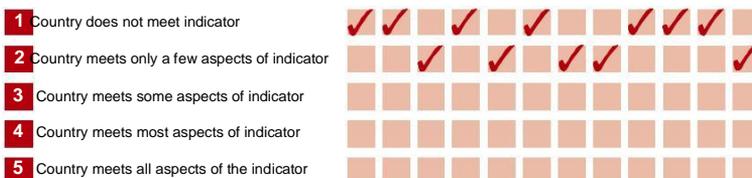
In Madagascar, the minimum wage (SME) is 144.003 Ariary (47,58 USD) per month; referencing footer: Decree No. 2016/232 of 7 April 2016 is fixing the minimum wage for employment and seniority by occupational category (<http://www.cnaps.mg/FR/fichiers/2016-232.pdf>). Some journalists with over 15 years' experience, barely earn 200.000 Aviry (USD 63,00), which is little considering their responsibilities. As journalists have difficulty earning a living from their profession, some of them accumulate other activities, such as freelancing for the international media, which is better paid. Others turn to "envelopes" in exchange for their articles/coverage. At radio stations, salaries are even lower, amounting to around 100.000 Aviry (USD 31,54). However, this situation unfortunately reflects the economic situation in Madagascar; Civil servants and journalists find themselves in the same boat as far as salaries and social security are concerned. Some journalists have not received their salary for a number of months. Within this context, the envelope system has become a necessity to some journalists in order to survive.

Contractual journalists do not have any social security. It has happened that journalists had to contribute out of their own pockets for an injured colleague at work. As far as government officials are concerned, the law provides for Social Security membership, with the employee contributing 1% of their salary and the employer 13%. Unfortunately, some media houses do not fulfil their contributions, which penalises the employees who do not benefit from medical insurance, to which they are entitled. In other press organisations, such as the *Express de Madagascar*, employees can choose between the services of l'Organisation Sanitaire Tananarivienne Interentreprises (OSTIE) or the insurance offered through Ny Havana.

Some media organisations have adopted a system of employee loans, which often lands the beneficiary in a financially even more precarious situation than before, resulting in perpetual debt.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.4 (2012 = 2.3, 2010 = 2.2, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

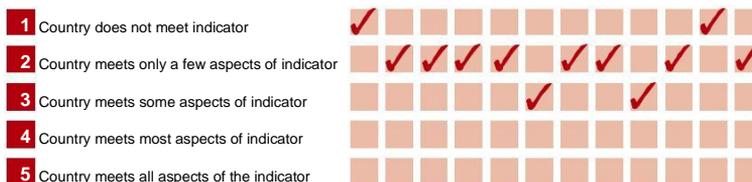
4.4 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations, which effectively represent their interests.

Plenty of professional associations exist, often divided up between section and discipline (for instance the association of sports journalists). However, numerous associations are project-funded and of short duration, ending once the project is complete. The Order of Journalists of Madagascar, as well as journalists' trade unions is also supposed to defend journalists' interests. The impact of their actions is however limited. Journalist trade unions do have a tendency to denounce aggression directed against journalists, but are very little engaged in defending their rights in general in the exercise of their profession.

Finally, certain employers remain hesitant towards unionised employees.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.0 (2012 = 1.8, 2010 = 2.1, 2008 = 2.1,
2006 = 2.6)

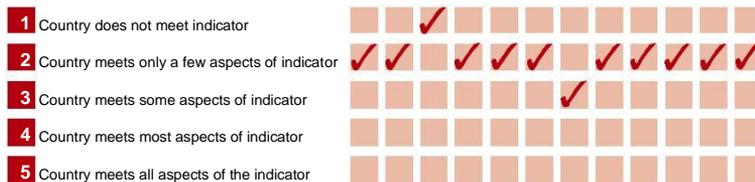
4.5 Journalists and media houses have integrity and are not corrupt.

According to one panellist, “corruption is systemic and cultural”. Journalists are fed with bribes in the form of envelopes in order to “thank them” for their services. Exchanges during panel discussions concluded that accepting these envelopes safeguarded the relationship of confidence with one’s sources, whereas refusing them, broke this link. However, some journalists do declare these envelopes to their editors. The practice of these envelopes is so widespread that the President of the Order of Journalists declared in an interview that these envelopes (baptised “felaka”) was a cost-sharing exercise and compensated for the meagre salaries earned by journalists.

As for travel, only teams that are included in the ministers’ entourage participate in foreign trips. These foreign missions are very advantageous to journalists, but it implies that one has to campaign in favour of the government, which does not reflect professionalism in the handling of information. At the *Express de Madagascar*, the editorial management insist on selecting themselves the journalist(s) who are to cover official government trips abroad and take great care to ensure their independence vis-à-vis the organiser of these media trips.

Scores:

Individual scores:



Average score:

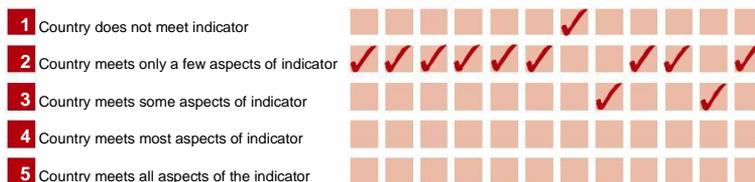
2.0 (2012 = 2.5, 2010 = 1.7, 2008 = n/a, 2006 = n/a)

4.6 Journalists and editors do not practise self-censorship in in the private broadcasting and print media.

It is at times difficult to draw a line between self-censorship and the editorial slant. Some are of the opinion that self-censorship takes place once the limits of the editorial line have been breached. For others, the editorial policy is an ideological orientation whereas self-censorship is phenomenon of power between the State and an individual (including the risk of imprisonment). For example; during the 2013 elections, certain call-in shows were suspended. The *Express de Madagascar* tries to limit self-censorship thanks to the application of a very precise editorial line.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.1 (2012 = 2.8, 2010 = 1.5, 2008 = 1.5, 2006 = 2.0)

4.7 Media professionals have access to training facilities offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

The Department of Media Studies opened its doors at the University of Antananarivo in 2012. There are numerous media training institutions (ESSVA, SAMIS-ESIC, etc.). Certain programmes focus heavily on communication. Others are currently working on establishing a common curriculum. This project, which is in its accreditation phase, already has to answer to questions of conformity and infrastructure. Other institutions, according to the panel, ignore the needs of media enterprises.

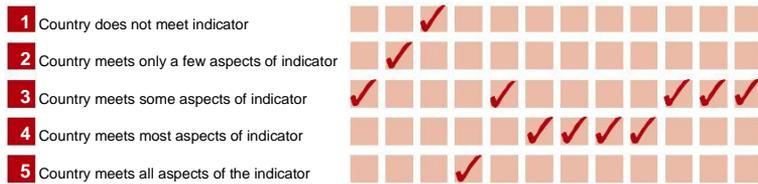
Recognition of these training programmes is obtained from the State. In principle, the State, prior to awarding recognition or accreditation, evaluates them according to certain criteria. Ultimately, these accreditations seem to be awarded without the necessary reflection, or at best, are comparable to French and Anglo-Saxon models that are not necessarily compatible with the needs of the Malagasy media sector. Within this context, it seems quite pertinent that a platform be created, listing the various training programmes on offer in order to choose and normalise training.

It is estimated that 80% of journalists have not followed any formal journalistic training. They trained themselves on the job, with nevertheless, a university education in other disciplines such as law, history, economics etc. Another category of young journalists come straight from an honours degree in communication but it turns out that these candidates are often less operational in the milieu of journalism, because their course is built solely upon communication, without affording them the necessary intellectual tools. They require more time to adapt to their work environment as well as their integration within the team.

Some thematic and continuous training is offered by international organisations such as the Friedrich Ebert Stiftung, Unicef, PNUD on specific themes: public health, elections, education, good governance etc. The Malagasy Press Centre also seeks to provide training and capacity building sessions for journalists. However, journalists themselves hamper the initiative through their reluctance. As for the *Express the Madagascar*, they would like to launch a journalism apprenticeship centre in support of the acquired theoretical training and to create a pool of journalists for the entire profession.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.3 (2012 = 4.3, 2010 = 1.5, 2008 = 3.6,
2006 = 2.6)

4.8 Equal opportunities regardless of race or ethnicity, social group, gender/sex, religion, disabilities and age are promoted in media houses.

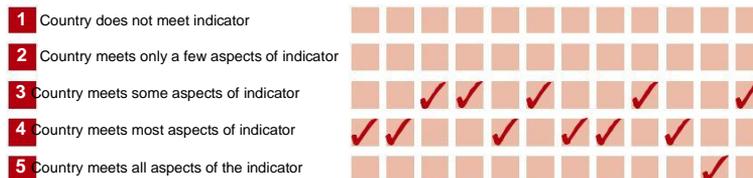
Results from the studies conducted by the monitoring unit of the INCIPALS project confirm a good equilibrium between male and female news presenters in both television and radio. Female journalists handle every kind of topic without any discrimination and can attain management positions as well as leading a team. However, one notices that they are often younger than their male colleagues are. On the other hand, the Youth Observatory finds that there is a tendency that the average age of people in the media industry is decreasing. They estimate that 60% of the workforce in the sector is under the age of 35. Some specialised magazines use age as one of their employment criteria, estimating that it is important that the latter have a certain degree of experience and intellectual background in order to respond adequately to the demands of their readership.

Press organisations promote the recruitment of people with disabilities. *L'Express de Madagascar* never hesitates to employ disabled persons and treats them like any other employee.

Ethnic and religious minorities are represented in both the public and private media.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.7 (2012 = 4.1, 2010 = 3.1, 2008 = n/a,
2006 = n/a)

Average score for sector 4:

2.3

The way forward

1. What were the developments in the media environment in the last three/four years?

The record drawn up by the panel of the past three years is rather negative and regressive. The panel is of the opinion that the media are taking the road of information blackmail. There is a clear deterioration in the media sector due to a lack of regulation and control over journalists, which has opened the way to abuse.

On the other hand, many technical improvements in multimedia have been noticed in the collection, treatment of and quality of writing, sound and image. The press has invested in the Internet and interactive shows have pushed the media towards improvement. The diversification of programming has also evolved positively with local shows enjoying preference. The print press has exploded in the capital as well as in the provinces, at times to the detriment of the quality of these publications.

2. What kinds of activities are needed over the next 3-4 years?

The panellists have proposed the following steps to be taken in the years to come in order to improve the Malagasy media landscape:

- The working conditions of journalists need to be improved since the current conditions have a negative impact on work quality;
- Either the HCA assumes its functions, or it should be replaced by another organisation;
- A self-regulatory body comprised of journalists and members of civil society be established;
- The relationship between the media and civil society should be further developed;
- Access to international broadcast networks to be democratised, because international events interest everybody, especially the youth;
- The private sector needs to become more professional, first of all in order to attract investors, but also to normalise the exercise of journalism as a profession;
- A local standardisation and certification with a system of “ranking” should be created, to highlight good practices
- The youth should be made aware of the importance and functioning of the media sector through activities such as establishing a school newspaper;
- The media should offer more educational content in their programming.

The panel discussion took place at Hôtel Le Kavitaha, Ampefy, from the 15th to the 17th of April 2016.

Panellists:

Media:

1. Fy Andrianarison editor-in-chief
2. Herizo Andriamboavonjy, journalist
3. Lova Rabary-Rotondravony, legal expert and editor-in-chief
4. Andriamahaly Alphonse, teacher and trainer
5. Randrianasolo Fiombonantsoa Sergio, journalist

Civil Society:

6. Rado Rabarilala, trade unionist
7. Lovatiana Andriamboavonjy, gender rights and youth activist
8. Rivo Rakotondrasanjy, secretary-general of an entrepreneurs' federation
9. Mbolatiana Raveloarimisa, people with disabilities activist
10. Stella Désirée Razanamahefa, director of a civil society organisation
11. Lanto Ratsida Randriamanantena, youth activist
12. Razafindrazaka Mirana, manager of Monitoring Médias

Moderator:

Mialisoa Randriamampianina

Rapporteur:

Aurélie Zannier

